



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

— — — — —

**Séance publique du**  
**25 octobre 2016**

— — — — —

**PROCES-VERBAL**

**Monsieur le Président**

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole de ce mardi 25 octobre 2016. Je vais demander à Maud Bodkin de bien vouloir nous rejoindre à la tribune. Et ensuite, je vous donnerai toute une série d'informations qui concernent le Conseil de Métropole.

Madame BODKIN procède à l'appel.

**Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de procéder à l'approbation de l'ordre du jour, je voudrais vous donner une série d'informations utiles pour bien percevoir le fonctionnement des mécanismes qui nous régissent. Donc d'abord, le prochain Conseil de Métropole, vous pouvez le noter, aura lieu le jeudi 24 novembre à 18 heures. Et puis le Conseil de décembre aura lieu le 14 décembre à 18 heures.

Vous avez devant vous, dans les pochettes sur votre table, le programme du Conservatoire, le programme Automne-Hiver du musée Fabre, le programme de l'Automne du Planétarium, le *flyer* sur le Marathon 2017 et le *Mag* d'octobre 2016.

Nous programmerons, en janvier, la discussion sur le budget. Le débat d'orientation budgétaire aura lieu en janvier et le vote du budget en février. Si nous le faisons à cette date, c'est que nous sommes tributaires des discussions que nous menons à ce jour avec le Département de l'Hérault, dans le cadre du transfert des compétences. Et nous aurons la réponse définitive au début de l'année 2017. Ainsi, nous pourrions intégrer ces nouvelles dispositions dans le fonctionnement financier de la Métropole.

Ensuite, deux informations. Dans le cadre du salon Connect 2, organisé le 12 et le 13 octobre à Paris par Factory Systèmes, filiale de Schneider Electric pour les développements des logiciels, la Métropole est intervenue pour une présentation sur l'hypervision industrielle dans les Collectivités, autour d'une intervention intitulée : « *L'innovation digitale comme élément de performance du service public* ». Dans le cadre de cette intervention, la Métropole a reçu un prix Intervenant Connect #2 : et c'est Madame Marion qui va nous le présenter.

**Chantal MARION**

Monsieur le Président, chers collègues. Comme vous l'avez très bien dit, Monsieur le Président, lors de ce congrès - c'est un salon Connect #2, qui a été organisé à Paris -, la Direction des Ressources Informatiques de la Métropole a reçu un prix, grâce à son intervention, intitulée « *L'innovation digitale comme élément de performance du service public* ».

Je tiens à remercier personnellement Monsieur Pierre Brice et Madame Hélène Roussel, présente, qui en sont à l'origine. Je vais vous le remettre, d'ailleurs, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Marion.

Je voudrais ensuite donner la parole à René Revol, au titre de sa vice-Présidence, mais aussi au titre de la Régie Publique de l'Eau.

## **René REVOL**

Monsieur le Président et chers collègues, je vais vous apporter, moi aussi, un cadeau. Ce n'est pas un trophée. C'est une simple carafe d'eau. Voilà. C'est la première carafe de la Régie, que je vais vous offrir. Et à la sortie, chaque Conseiller pourra récupérer cette carafe et l'installer dans sa mairie. S'ils souhaitent en obtenir un petit peu plus pour ses Conseils Municipaux et faire comme ici - c'est-à-dire boire l'eau de la Régie et non pas l'eau minérale qui coute beaucoup plus cher -, nous sommes à leur disposition.

Juste un mot pour vous dire qu'un litre d'eau dans cette carafe vaut 1 / 100<sup>ème</sup> de centime. Alors que si vous achetez un litre d'eau, ça vous revient autour de 75 centimes. Une des communes adhérentes à la Régie nous a demandé de faire une expertise sur sa consommation d'eau dans ses services. Elle utilisait beaucoup de fontaines à eau commerciales. Et nous avons évalué ce que ça signifiait pour elle d'utiliser l'eau du robinet. L'économie, pour cette commune, était de 5 000 euros. Tout ça pour vous dire que je vous encourage à boire l'excellente eau du robinet, parce que, d'abord, non seulement elle est moins chère. Mais parfois, elle est de meilleure qualité que certaines eaux minérales. Et puis, en termes de CO2, de transport, de conservation, de qualité et de développement durable, il n'y a pas photo entre les deux. Et je pense que, comme nous l'avons fait ce matin Monsieur le Président, puisque nous sommes, nous avons réglé un vieux conflit de plus de 20 ans avec la Communauté du Pic-Saint-Loup et le Syndicat de ce territoire... Et nous sommes arrivés à une vraie coopération. La source du Lez est un véritable trésor. Cette réserve aquifère est un véritable trésor, qu'il va falloir que nous préservions. Et ensemble, tous ceux qui occupent ce territoire, nous avons intérêt à valoriser cette ressource. Voilà.

Donc je vous offre cette carafe.

## **Monsieur le Président**

Ce matin, comme l'a dit René, nous avons signé l'accord sur l'eau, avec la Communauté d'Agglomération du Grand Pic-Saint-Loup. C'est plus de 20 ans de querelles, d'affrontements, de guerres politiques qui se sont évanouis en un seul instant ; l'instant du dialogue, l'instant du travail, l'instant de l'équité, l'instant du respect entre Communautés de Communes. Et c'est avec beaucoup d'émotion que nous avons signé cela, parce que les protagonistes de l'époque, Georges Frêche et Gérard Saumade, s'en étaient expliqués jusque dans les urnes. Et aujourd'hui, nous avons, avec René Revol et tous les services de la Métropole, que je remercie, tous ceux de la Régie Publique, que je remercie... Nous avons mis fin à 30 ans de conflit. Et nous l'avons fait sur un accord qui satisfait les deux parties. C'est un progrès qui mérite d'être souligné. Ce n'est pas un progrès bling-bling, mais c'est un grand progrès dans la conception partagée du territoire

Je vous donne quelques comptes rendus de courriers que j'ai expédiés et de réponses que j'ai obtenues. J'ai ici copie du courrier concernant la demande de déclaration de l'état de catastrophe naturelle, pour les intempéries du 17 août 2016, courrier qui a été adressé au Premier Ministre. J'ai avec moi ici le courrier réponse du Président de la République, concernant la réalisation du contournement Ouest de Montpellier et de la déviation Est de la Route Nationale 113.

Courrier réponse également du Premier Ministre, concernant, toujours, le contournement Ouest et la RN113.

Courrier de Jean-Michel Baylet, concernant le Pacte Etat Métropole, qui nous attribue, au titre de Montpellier Capitale Santé, la somme de 7,1 millions d'euros, pour conduire notre projet.

Courrier, également, de Paul Chemetov, architecte urbaniste de la Médiathèque Emile Zola, qui accepte le transfert de la Médiathèque Federico Fellini à la place des archives au 5<sup>ème</sup> étage,

lorsqu'elles seront transférées dans le Bâtiment des Archives Départementales de l'Hérault, avenue de Castelnau.

Et enfin, le courrier de remerciement d'Eurobiomed, concernant le soutien que la Métropole lui a apporté auprès du Premier Ministre et du Ministre de l'Economie.

Ça, c'est pour les courriers.

J'aimerais ensuite aborder plusieurs sujets, très variés les uns des autres. Premier sujet : vous l'avez vu, le camp de Calais – parce que moi, je ne dis pas la jungle ; je ne m'adresse pas en ces termes aux êtres humains – a été démantelé aujourd'hui. Et les Calaisiens ont été répartis, par l'ordre du Ministre de l'Intérieur, sur l'ensemble du territoire français. Un certain nombre de communes ont été sollicitées par l'intermédiaire des Préfets, pour recevoir les Calaisiens. A ce titre-là, vous l'avez vu dans la presse, le Maire de Saint-Bauzille-de-Putois a menacé de démissionner, car l'Etat, sans concertation, lui avait imposé une centaine de migrants, même si la Commune de Saint-Bauzille-de-Putois s'était manifestée favorablement pour recevoir des migrants. Mais pas dans ces conditions-là, sans concertation.

Je dois dire que toutes les villes de France ont été logées à la même enseigne. Et la ville de Montpellier, par l'intermédiaire de l'Etat, se verra confier 120 Calaisiens, qui seront installés à Montpellier, sur un terrain qui appartient à l'Etat et par décision de l'Etat.

Je considère que le rôle des villes, c'est de participer à, je dirais, l'effort national. Donc sur le fond, je n'ai rien à dire. Mais sur la forme, j'aurais préféré que les choses se fassent autrement, y compris dans l'intérêt des populations concernées. Parce qu'il est facile, pour le Ministre de l'Intérieur, de dire « *A partir de demain, je défais le camp des Calaisiens et je le répartis sur le territoire* », quand on sait que la majorité de ces populations sont réparties dans les communes et sans que les Maires en soient avertis. Dans ce fonctionnement gouvernemental, le Maire devient de plus en plus le *factotum* de la République molle. C'est-à-dire que quand on ne sait pas réagir, qu'est-ce qu'on fait ? On s'adresse au Maire et c'est lui qui doit tout régler. On se décharge des compétences régaliennes de l'Etat, car le problème de Calais, c'est un problème de relations internationales entre l'Angleterre et la France : ce n'est certainement pas entre le Ministre de l'Intérieur et les Maires de France. Eh bien, on s'essuie les pieds allégrement sur les Maires. Et je n'intègre pas dans mon propos l'Etat en Région, c'est-à-dire les Préfets, parce que les Préfets obéissent aux ordres du Ministère de l'Intérieur. Donc je ne mets pas du tout en cause le rôle des Préfectures. Je mets en cause la façon de faire du Ministre de l'Intérieur.

J'ai donc appelé mon collègue Michel Issert, Maire de Saint-Bauzille-de-Putois, que je connais bien, parce que j'étais à l'école à Saint-Bauzille-de-Putois. Je lui ai assuré de ma solidarité, ce qu'il a parfaitement compris. Et je sais qu'une issue favorable, c'est-à-dire un consensus, est en train d'être établie entre le Préfet et la Commune de Saint-Bauzille-de-Putois. Et je m'en réjouis, parce que les habitants de Saint-Bauzille-de-Putois avaient décidé de recevoir des migrants, mais dans des conditions correctement établies.

Je voudrais ensuite répondre à la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports. Je n'ai pas voulu répondre à chaud, c'est vrai. *Midi Libre* m'a appelé, mais j'ai refusé de répondre. Je vais répondre publiquement, devant les caméras, là et devant... Parce qu'un média, ça ne me suffit pas. Il m'en faut beaucoup, pour que l'information soit diffusée de façon diverse. Je ne parle pas qu'au travers d'un canal historique. Je parle à tous les médias et aux citoyens, par l'intermédiaire de cette séance, qui est télévisée et diffusée en direct et que je salue.

A l'occasion de 20<sup>ème</sup> Congrès, la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) m'a décerné un ticket rouge - pas un ticket rouge, un carton rouge – pour mon soutien au

doublage de l'A9, contournement Ouest de Montpellier, contournement Est de Montpellier, déviation de la Route Nationale 113, au LICOM, au LIEN, à la Gare de TGV Montpellier Mogère et au report de la ligne 5 de Tramway. Je vais répondre à chaque item.

La FNAUT ne semble pas savoir que ni les projets routiers qu'elle évoque, ni la Gare de la Mogère ne sont de la compétence de la Ville de Montpellier ou de sa Métropole. L'Autoroute A9 est une compétence de l'Etat et elle est réalisée par ASF.

Le COM est de la compétence de l'Etat, comme la déviation de la Route Nationale 113, et non pas l'ex-RN113 comme l'écrit la FNAUT. La déviation Est de Montpellier est de la compétence du Conseil Départemental. Le LIEN est de la compétence du Conseil Départemental. La LICOM est de la compétence du Conseil Départemental. La gare de la Mogère est de la compétence de SNCF Réseau (ex-RFF) et réalisée par un groupement pilotée par Icade Promotion.

La FNAUT ne semble pas savoir que les projets qu'elle cite ont été décidés et même engagés pour certains avant les élections municipales 2014. Le dédoublement de l'A9 a été déclaré d'utilité publique en 2007 et les travaux ont débuté mi-2013. La concertation actuelle autour du COM a déjà été précédée de deux phases de concertation en 2004 et 2006. Le Département a lancé la concertation sur la dev. en 2012. La gare de la Mogère est un élément du programme qui a fait l'objet d'un accord financier, signé le 25 avril 2012 par l'Etat, RFF, le Conseil Régional, qui est l'autorité organisatrice des transports, le Conseil Général du Gard et Montpellier Agglomération et Nîmes Métropole.

La FNAUT ne semble pas savoir non plus que Philippe Saurel a engagé les travaux du bouclage de la ligne 4 dès le lendemain de son élection. Cette ligne 4 de tramway, qui est la première ligne circulaire de tramway en France, a été mise en service dans les délais prévus. C'est un véritable succès - 30 000 usagers – en termes de fréquentation et d'intégration dans le patrimoine traversé.

La FNAUT ne semble pas savoir que Philippe Saurel, conformément à ses engagements de campagne, a mis en place une politique tarifaire ambitieuse, avec le titre de transport à un euro dans les carnets à dix trajets et la baisse de l'abonnement pour les jeunes de 20 %, ce qui bénéficie à toutes les familles : 26 % d'abonnements annuels jeunes. Entre 2013 et 2015, 68 % de cartes Dix voyages vendues. Pour favoriser l'usage des transports en commun, il faut aussi leur offrir des tarifs abordables.

S'agissant de la ligne 5, faut-il répéter, encore une fois, qu'elle n'est pas arrêtée ? Le bouclage de la ligne 4 est le premier maillon de la ligne 5. La suite sera engagée conformément aux recommandations de la Commission d'enquête, dans le respect de la Déclaration d'Utilité Publique. Tout cela fait beaucoup d'erreurs ou d'omissions de la part de la FNAUT. Et moi, je m'interroge. Je m'interroge. Alors je comprends les journaux. Je ne les excuse pas, mais je les comprends. Ils me font un article qui ne dit que des mensonges, parce que le lendemain ils vont me rétablir la vérité suite à mon papier. Voilà. Ça fait deux articles : ça, j'ai compris.

Je voudrais, enfin, vous soumettre pour terminer ce tweet de Fabrice Luchini, qui dit la chose suivante : « *Qui ne peut attaquer le raisonnement attaque le raisonneur* ». Chacun comprendra ce qu'il doit comprendre.

Affaire suivante : je voudrais vous parler des ouvertures dominicales des commerces. Ce matin, j'ai réuni tous les représentants des Syndicats de branche, tous ceux qui représentent les professionnels. Vous avez que nous avons le droit d'ouvrir 12 dimanches. Il y a une proposition qui est faite. Chaque commune délibère et ensuite, la Métropole recolle l'ensemble des résultats et les fait voter globalement. Pourquoi ? Parce que la situation des communes est très différente. Par exemple, les

communes comme La Grande Motte, qui sont en bord de mer : elles ont des journées où les commerces sont ouverts beaucoup plus importantes que celles de Montpellier ou d'autres villes. Donc chaque situation communale est spécifique. Et donc c'est chaque commune qui doit délibérer, et dans un temps record. J'en avertis les Maires : il faut que les choses se fassent rapidement.

Ce qui a été décidé ce matin, c'est la loi Macron. Au fait, pour Macron, j'ai vu que le Maire de Strasbourg et son premier adjoint, Alain Fontanel, celui qui m'a exclu du PS, le soutenaient. Mais alors, il va être exclu, Alain Fontanel ! Il va être exclu pour soutien à Macron.

Les dates qui ont été retenues sont au nombre de sept dimanches :

le 15 janvier pour les soldes et le 2 juillet ;

le 14 mai pour le Grand Bazar ;

le 3, le 10, le 17 et le 24 décembre pour les fêtes de fin d'année.

Sept dimanches. C'est pour 2017, puisque nous votons pour l'année prochaine.

Dernière information au Conseil, et pas des moindres : vous savez que la Métropole possède des liens d'amitié pérennes avec la ville de Kaluga, en Russie, à 180 km de Moscou. Nous avons, avec Kaluga – et Chantal Marion pourrait le décrire encore mieux que moi -, des relations qui concernent avant tout les startups, l'économie, mais aussi l'enseignement. J'ai reçu dernièrement le Consul Général de Russie à Marseille. Je lui ai posé la question suivante : « *Serait-il envisageable de signer, avec Kaluga, une convention de partenariat* » ? Je ne dis pas un jumelage. Autrement dit, coucher sur papier ce que nous faisons déjà et l'inscrire dans un protocole partagé.

Le Consul Général de Russie en a été extrêmement, agréablement surpris et m'a donné un accord de principe pour écrire au Gouverneur de la Province – attendez, je ne veux pas me tromper dans le prénom -, Monsieur Anatoly Artamonov, qui est Conseiller Régional à la Douma. Contact a été pris et Monsieur Artamonov nous a proposé une convention d'amitié, de travail en commun, non pas avec la ville de Kaluga, mais avec la Région de Kaluga (1,5 million d'habitants), en rajoutant à l'enseignement, au numérique et à l'économie la santé et la culture. Il nous a donc proposé... Il nous a donné un accord de principe sur cette relation, que nous devons manifester par un courrier officiel. Ce courrier officiel, je ne l'ai pas signé : il est là. Merci Chantal. Je le signerai si vous en êtes d'accord.

C'est l'occasion pour moi de m'exprimer sur la politique extérieure de la France. Je voudrais dénoncer la façon de faire de la politique des Ministres des Affaires Etrangères actuel et passé, envers le Président de Russie, Monsieur Poutine. On ne traite pas la Russie et le peuple russe de cette façon. Moi, je n'oublie pas Stalingrad, février 1943. Je n'oublie pas les 6 millions de morts qui ont arrêté, sur le front de l'Est, les armées d'Hitler. On peut ne pas être d'accord, mais il y a des conventions à respecter entre les Etats. Et l'inconséquence du visage que présente la France avec la Russie me désole profondément.

La France a été le seul pays à ne pas envoyer de représentant pour la commémoration de la Bataille de Stalingrad. C'est une faute grave. On peut ne pas être d'accord sur plein de choses, mais il ne faut pas oublier l'Histoire. Donc si le Président Poutine n'est pas le bienvenu à Paris, il est le bienvenu à Montpellier.

Et je cautionne, mot à mot, le discours de Jean-Luc Mélenchon sur ce sujet - et je vous conseille de l'écouter sur YouTube - lorsqu'il dénonce cette façon de faire, qui entraîne la France dans des tourments à venir que je déplore au plus haut point. Voilà. Je voulais vous dire ça.

Donc si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je signerai cette lettre de demande qui n'engage à rien aujourd'hui. Evidemment, vous serez informés de tout ce qu'il y a dans la convention avec Kaluga. Chantal en parlera tout à l'heure : beaucoup de relations entre Kaluga et nous existent déjà. Il suffisait de les rassembler dans un protocole général qui est conventionnel et qui nous permet de mieux discuter avec la Russie. Nous avons, avec Palerme et avec les villes de la Méditerranée, organisé une relation qui est tout à fait personnelle à Montpellier. Ce n'est pas pour cette raison-là qu'il faut oublier les autres pays avec lesquels nous pouvons créer des conventions gagnant / gagnant : dans les 20 à 30 ans à venir, elles seront utiles. Voilà ce que je voulais vous dire pour débiter cette séance.

Je vais passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour comprend 75 affaires.

## **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'ordre du jour. Oui ? Monsieur Petit ?

### **Eric PETIT**

Seulement un petit point technique : il s'avère que j'ai reçu la convocation et le dossier de synthèse samedi, pour des erreurs postales. Le colis s'est perdu, était abîmé, etc. Il n'y a pas de souci, je l'ai reçu, mais malheureusement que samedi. Je voulais savoir... Ça a déjà été demandé. Je réitère le fait qu'on puisse recevoir par mail ou par WeTransfer ou ce que vous voulez l'intégralité du dossier de synthèse, le jour où il part officiellement de vos services. Ça permettrait de pouvoir l'avoir sans attendre que La Poste ait fait son travail.

### **Monsieur le Président**

J'enregistre votre demande, Monsieur Petit.

### **Eric PETIT**

Merci.

### **Monsieur le Président**

Qui est contre ? Un contre.

Allez-y, Monsieur Boumaaz.

### **Djamel BOUMAAZ**

C'est bon ? Parce que je me méfie des micros, maintenant. Monsieur le Président, très rapidement... C'est juste un petit aparté. Je voulais vous poser la question simplement... Je connais votre gout et votre engouement pour la transparence de la politique et de cette Assemblée. Est-ce que vous trouvez ça normal qu'on interdise l'accès à un citoyen montpelliérain ? C'est le même Montpelliérain qui est intervenu au Conseil Municipal : et là, je suis allé fumer une cigarette, parce que j'en avais un peu marre de vous entendre... Est-ce que vous trouvez ça normal qu'on bloque l'accès à cette Assemblée à un citoyen qui veut simplement écouter ses élus ?

### **Monsieur le Président**

La dernière fois, il n'a pas écouté. Il m'a allumé. Par contre, moi, je l'ai écouté. Voilà. Et la différence, c'est que moi je l'ai écouté. Et la personne, elle n'a pas écouté du tout et n'a pas voulu discuter. Il n'était pas dans cette dynamique-là.

Merci Monsieur Boumaaz, pour votre intervention brillante. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 28 SEPTEMBRE 2016**

**Monsieur le Président**

Affaire n°2 : approbation du procès-verbal de la dernière séance, celle du 28 septembre 2016. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur Larue et Madame Brissaud. Monsieur Larue.

**Alex LARUE**

Chers collègues, je ne pourrai pas voter en faveur de ce procès-verbal, tout simplement parce qu'il ne contient pas l'exhaustivité des propos qui ont été tenus au cours de la dernière séance, et particulièrement les apartés, qui concernaient l'ordre du jour, que vous avez eus avec notamment Monsieur Fina, au sujet du Pacte de Confiance, mais aussi – et je ne reviendrai pas sur ce sujet... Et aussi plus particulièrement sur une affaire dans laquelle vous vous vantiez de nous avoir... Je ne sais pas comment reprendre exactement vos termes, mais vous avez supprimé 5 millions d'euros de subventions sur une question de transport. Vous vous vantiez de ce point. J'aimerais savoir de quoi il s'agissait, savoir quelle Commune ou quel territoire de notre Métropole étaient concernés et avoir un peu plus d'explications sur ce moment de fierté pour vous a priori. Merci.

**Monsieur le Président**

Mais vous y étiez, à cette séance ?

**Alex LARUE**

Oui, j'y étais, Monsieur le Président. C'est celle où vous deviez nous tuer à la fin, je crois, de mémoire.

**Monsieur le Président**

Alors écoutez, Monsieur Larue...

**Alex LARUE**

De mémoire.

**Monsieur le Président**

Monsieur Larue, je demande aux services, puisque ça a été entendu et repris par la presse, d'intégrer l'intégralité de mes propos dans le PV.

**Alex LARUE**

Tout à fait. Parfait.

**Monsieur le Président**

Je ne retire pas un mot...

**Alex LARUE**

Très bien.

**Monsieur le Président**

...sur le Pacte de Confiance des Maires.

**Alex LARUE**

Ça c'est parfait, voilà.



**Monsieur le Président**

Alors après, sur vos trucs, je ne sais pas de quoi vous parlez, dans la deuxième partie.

**Alex LARUE**

Je ne sais pas... Vous vous étiez vanté d'avoir fait économiser ou en tout cas d'avoir fait passer 5 millions d'euros à la trappe sur les transports. En plus, comme maintenant vous êtes directement en charge de cette question de mobilité...

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas souvenir d'avoir dit ça. Je suis désolé.

**Alex LARUE**

Ecoutez, je vous retrouverai les retranscriptions et on en parlera la prochaine fois.

**Monsieur le Président**

Je veux bien... Moi, je suis prêt à cautionner ce que j'ai fait, mais pas ce que vous dites.

**Alex LARUE**

Non, non, mais comme vous l'avez dit, moi, je n'ai pas de souci à vous en parler, Monsieur le Président. On en parlera la prochaine fois avec plaisir.

**Monsieur le Président**

Très bien. Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Alors le Groupe Libres et Humanistes souhaiterait proposer que dans chaque PV soit maintenant consigné le détail des votes des conseillers, comme on le fait à la Ville. Donc ça, c'est une première proposition. Et la deuxième proposition, c'est qu'on ait un compte rendu de ce qui est dit en commissions. Voilà. Parce que là, on se rend compte qu'en commissions, quand même, il y a des débats qui sont intéressants. Et ce qui est dit en commissions n'est pas forcément retranscrit dans les PV qu'on a le jour du Conseil. Au moins pour que les autres Conseillers, qui ne peuvent pas assister à ces commissions, soient au courant.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud, je ne vois aucun inconvénient à faire un procès-verbal de la dernière Commission Transport que j'ai présidée, où toutes les affaires ont été votées à l'unanimité.

**Anne BRISSAUD**

Je parle de toutes les commissions, bien sûr.

**Monsieur le Président**

Aucun problème.

**Anne BRISSAUD**

Très bien. Merci. De toutes les commissions et pas seulement de la dernière que vous avez présidée ; on est d'accord ?

**Monsieur le Président**

Aucun problème. Il y a un Président de Commission. Il est capable de faire un PV. Il n'y a pas de souci. Vous avez tout à fait raison : je me suis moi-même insurgé contre le fait qu'il n'y ait pas les

noms. Il faut que tous les noms de ceux qui votent, s'abstiennent et ne votent pas soient bien précisés au Conseil de Métropole. Je suis tout à fait de votre avis et je vous remercie d'avoir fait la proposition. Ça m'aidera.

**Anne BRISSAUD**

Très bien.

**Monsieur le Président**

Merci. Donc je mets le PV aux voix.

C'est la vie. C'est comme ça. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Vous êtes contre ? J'ai dit oui à vos propositions.

Vous faites de la politique. Qui est contre ? Une. Qui s'abstient ? Adopté.

*Le procès-verbal de la séance du mercredi 28 septembre 2016 est adopté à la majorité des voix exprimées (1 vote contre). A voté contre : M. A. LARUE.*

### **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Affaire 3 : extraits de synthèse des décisions. Vous avez pris connaissance des décisions. Vous avez des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptées à l'unanimité.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

### **AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION - TERRITOIRES DE DEMOCRATIE SANITAIRE - CONSULTATION DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE - AVIS SUR LA DELIMITATION DE CES TERRITOIRES**

**Monsieur le Président**

Affaire 4 : territoires de démocratie sanitaire. Vous savez que la loi Santé de Marisol Touraine demande à ce que nous délibérons sur les territoires de démocratie sanitaire. Nous avons le choix – nous avons déjà délibéré au Conseil Municipal – entre deux propositions. Une proposition qui dirait : « *Le territoire pertinent, c'est le Département de l'Hérault* » et une autre qui dirait : « *C'est une partie du Département de l'Hérault, plus le sud de l'Aveyron* ». Pourquoi deux propositions et quel est l'avis de l'ARS et de l'Etat ?

En effet, l'ensemble de la grande Région a été divisée en 14 GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) et le GHT dans lequel est intégrée la Métropole rassemble aussi les hôpitaux de Millau et de Saint-Affrique, ce qui donne une unité qui a été discutée avec les chefs d'établissements et qui a été acceptée par l'ensemble des responsables de l'Etat.

Donc ce que je propose, c'est que la carte de démocratie sanitaire soit exactement calquée sur le GHT et c'est aussi l'avis de l'Agence Régionale de Santé et de l'Etat. Qui souhaite s'exprimer ?

Alors Madame Brissaud. Monsieur Moure et Madame Dardé.

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Alors Monsieur le Président, chers collègues. Alors sur la proposition et sur le fond, pourquoi pas, effectivement. On aura surtout deux questions. La première question, c'est : que devient la Lozère dans votre scénario ? On comprend bien que le rassemblement des deux départements de l'Hérault et de l'Aveyron a un sens et effectivement, on propose, pourquoi pas, un rassemblement qui, de toute façon, n'empêche pas la proximité. Et donc là, on est quand même dans un souci de garder un

échelon de proximité pour ce découpage de démocratie sanitaire. Mais vous proposez donc, dans cette délibération, d'ajouter le Gard à ces deux départements. Or la deuxième proposition de l'ARS concernait l'association, à chaque fois, de deux départements sur toute la Région. Du coup, la Lozère se retrouve seule dans la proposition qu'on fait à l'ARS. Donc je voulais savoir, dans un premier temps, si vous aviez envisagé, du coup, la situation de la Lozère, qui se retrouverait ailleurs, certainement, et puis, dans un deuxième temps, si c'est un scénario que vous proposez, en fait, en concertation avec, du coup, le Gard, et si le Gard est d'accord et se joint à la demande que vous faites à l'ARS ?

**Monsieur le Président**

Oui. Ça n'empêche pas que les CHU aient des relations entre eux.

**Anne BRISSAUD**

Je le sais bien.

**Monsieur le Président**

Là, on parle d'une carte très techno.

**Anne BRISSAUD**

On est d'accord.

**Monsieur le Président**

Là où les relations sont les plus prégnantes, c'est entre le CHU de Montpellier et le sud-Aveyron. Et c'est dans cet esprit-là qu'a été proposé le GHT.

**Anne BRISSAUD**

Il s'agit, effectivement, de la deuxième proposition de l'ARS.

**Monsieur le Président**

Oui.

**Anne BRISSAUD**

Et vous, dans la délibération, vous proposez d'ajouter le Gard. Et donc ma question est là : est-ce que, du coup, le Gard est d'accord avec cette proposition ? Et deuxièmement, est-ce que...

**Monsieur le Président**

Le Gard est intégré de fait, parce que c'est le CHU Montpellier Nîmes. Mais la carte du GHT, c'est celle de Montpellier, de l'Hérault, de la partie Est de l'Hérault et de l'Aveyron. Donc moi, je vous propose de voter sur le GHT, c'est-à-dire la carte Montpellier Est-héraultais et l'Aveyron.

**Anne BRISSAUD**

Donc on enlève la proposition que vous faites de l'alternative...

**Monsieur le Président**

Le Gard est intégré avec Montpellier, au travers du CHU ; une partie de l'activité du Gard. Mais c'est mal formulé dans la délibération. Vous avez raison de le signaler : c'est Hérault Aveyron.

**Anne BRISSAUD**

D'accord. Donc on accepte, en fait, la proposition n°2 de l'ARS, tout simplement.

## **Monsieur le Président**

Oui.

Monsieur Moure.

## **Jean-Pierre MOURE**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Même intervention que celle que j'ai été amené à formuler lors du Conseil Municipal de la semaine dernière. Je considère que, dans ce qui est proposé, on est sur 14 duos départementaux. Je crains qu'à terme on glisse vers un fractionnement des organisations territoriales, alors même qu'on est dans une grande Région. Et sur le plan de l'organisation liée à la santé, on connaît tous ici les tensions qu'il a pu y avoir, même si on est en proximité, et l'importance de ce Pôle Est de la nouvelle Région... Les tensions qu'il a pu y avoir entre la Santé sur le secteur nîmois et sur le secteur montpellierain. Dernier exemple en date il y a de cela 1 ou 1,5 an : c'est la dispute concernant la suppression à venir qui avait été évoquée d'un établissement privé sur Montpellier ou sur Nîmes. Il y avait une crainte par rapport à ça.

Alors vous l'avez évoqué et je partage cet avis : Millau, de tout temps, a été tournée vers Montpellier, pas uniquement sur la santé, mais notamment sur le point de la santé. On nous propose une association Aveyron – Département de l'Hérault. Moi, je considère que – vous avez évoqué la notion d'alternative... On pourrait aller plus loin, parce que ne serait-ce que par rapport au bassin toulousain, sur le plan de la Santé, l'organisation, sur la partie Est de la nouvelle Région, ne peut pas nous laisser à l'écart de Nîmes et Nîmes à l'écart de Montpellier. Je pense qu'il faut intégrer le Gard dans cette proposition et bien entendu, comme je l'avais évoqué la semaine dernière, la Lozère. La Lozère est dans une symbiose avec le Gard : et donc on pourrait intégrer, plutôt qu'un duo, un quatuor, entre l'Hérault, l'Aveyron, le Gard et la Lozère.

J'y vois une manière, en quelque sorte, de contrebalancer positivement le poids représenté par Toulouse, à l'Ouest de la grande Région.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Moure. J'aurais dû vous indiquer en préambule – c'est de ma faute, je ne l'ai pas fait comme je l'avais fait au Conseil Municipal de Montpellier – que nous sommes en train de concevoir un protocole de travail entre les Communautés d'Agglomérations et Métropole que sont Alès, Nîmes, Montpellier et Sète, comme l'avait souhaité Georges Frêche en son temps.

Et là, nous arrivons à la conclusion de ces discussions, puisque nous avons choisi une date. Madame Namdar, la date de la signature Montpellier, Alès, Nîmes, Sète ?

## **Madame NAMDAR**

Le 9 décembre.

## **Monsieur le Président**

Le 9 décembre, où nous signerons ce protocole d'accord, qui intégrera la Santé comme orientation importante des actions que mènent les quatre collectivités ensemble. Voilà. Madame Dardé.

## **Catherine DARDE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je partage bien évidemment la proposition du Président de retenir la solution d'un territoire où la coopération hospitalière publique sera facilitée entre les hôpitaux du sud-Aveyron et les établissements publics hospitaliers de l'Hérault. Je dois dire qu'effectivement, cette coopération, elle existe depuis très longtemps, puisqu'il fut un temps, où j'avais d'autres fonctions et où j'avais, effectivement, facilité cette coopération pour maintenir notamment une permanence des soins hospitalière dans les hôpitaux du Sud-Aveyron Millau, Saint-Affrique, qui manquaient cruellement de présence hospitalière, notamment pendant les week-ends.

Donc je partage tout à fait la proposition qui est faite. Il s'agit d'un territoire où on fait coopérer les structures publiques. Moi, je trouve – je vais dire – que cette réforme n'est pas allée jusqu'au bout.

Le Gouvernement aurait dû, au lieu de se limiter à une coopération entre structures publiques, aller plus loin et intégrer dans cette coopération la Médecine de Ville et les établissements hospitaliers privés. On est donc pour l'instant dans une approche partielle de cette réforme. J'espère que le Gouvernement pourra rapidement la faire évoluer, parce que nous savons qu'aujourd'hui sur les territoires, la coopération, elle est importante entre les établissements hospitaliers publics, mais elle est aussi importante avec les médecins de ville qui assurent les soins de premiers secours et qui sont souvent, dans les territoires isolés, en nombre insuffisant. Et il y a également une offre hospitalière privée qu'il ne faut pas négliger. Donc d'accord pour cette proposition, mais cette réforme est insuffisante et n'est pas allée jusqu'au bout. Et j'espère que prochainement, on pourra l'améliorer de façon à faciliter la coopération et l'offre de soins sur l'ensemble du territoire, et pas uniquement entre hôpitaux publics et hôpitaux publics, ce qui d'ailleurs, risque d'avoir pour conséquence de faire, effectivement, refermer les structures privées sur elles-mêmes et les structures publiques sur elles-mêmes.

Voilà ce que je voulais dire. Mais tout à fait d'accord pour voter, avec vous, cette délibération.

### **Monsieur le Président**

Inutile de vous dire que je partage ce que dit Catherine Dardé. Dès que je soutiens un Ministre, je deviens clivant. Parce que je suis l'un des rares à soutenir Marisol Touraine sur ce truc. Je remarque que les témoignages ne sont pas légion, pour soutenir cette réforme. Ceci dit, je considère qu'elle a le mérite d'aller dans le bon sens, même si elle n'est pas aboutie. Et nous, nous avons choisi de la compléter par une coopération entre les quatre Agglomérations et Métropole et sur la Santé. Donc nous compensons, par d'autres actions locales et Régionales, ce que n'a pas fait la loi proposée par le Ministère.

Voilà. Je mets aux voix l'affaire n°4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci de votre belle unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N°5        HORS COMMISSION - RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES – ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 5 : rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges. Monsieur Lévit. Il faut donner le micro à Monsieur Lévit. Il y a des jours où ils ne marchent pas bien, les micros.

### **Max LEVITA**

La Commission Locale s'est donc réunie cet après-midi. Elle a voté à l'unanimité le texte qui vous est soumis ce soir. Donc il y a un certain nombre de correctifs qui ont été apportés aux données individuelles. Les points sont essentiellement des corrections par rapport aux données qui avaient été transmises. Donc il y a, sur la compétence Aire d'accueil des voyages, eu la nécessité d'intégrer 46 812 euros qui avaient disparu. Ces 46 812 euros ont été répartis entre toutes les communes au prorata de la population municipale, ce qui avait été décidé.

Il y a des corrections dans la compétence Tourisme, pour la Commune de Castries, qu'elle a acceptées, pour la Commune de Montpellier, qu'elle a acceptées. Pour la compétence Habitat pour la Commune de Montpellier, qu'elle a acceptée.

Il y a des modifications, en ce qui concerne la compétence Voirie Nettoyement pour le fonctionnement et au titre des supports et des charges de structure et également pour la compétence Voirie Nettoyement au titre de l'investissement.

Enfin, une opération : c'est le transfert venant de la Commune de Montpellier de la Comédie du Livre, qui a fait l'objet d'évaluations, en ce qui concerne les charges, les recettes, les charges nettes de fonctionnement et les frais de structure.

Ces modifications donnent lieu à la synthèse que vous avez dans vos dossiers. J'ajoute simplement – mais ne faisant pas partie de la délibération de ce soir : c'est les nouvelles évaluations concernant les aires d'accueil de gens du voyage. Nous avons informé la Commission Locale sur le travail qui est en cours, qui sera présenté à la Conférence des Maires avant d'être devant la CLET et devant l'Assemblée et également les nouvelles évaluations, concernant la taxe de séjour. Il y a... Cette taxe de séjour, elle va entrer en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Il reste à calculer le « compensé », comment nous allons compenser le transfert de la taxe de séjour. Ça ne fait pas l'objet de cette délibération. Elle sera délibérée dans le courant, dès le premier trimestre de l'année 77.

Je vous rappelle simplement que les communes doivent...

**Monsieur le Président**

2077 ?

**Max LEVITA**

Je suis éternel.

**Monsieur le Président**

Nous sommes éternels.

**Max LEVITA**

Nous sommes éternels, moi en particulier. Donc 2017. Donc je rappelle que les communes doivent présenter, devant leur Conseil, dans les deux mois qui suivent, la délibération. Je n'ai pas précisé que la Commission Locale avait voté à l'unanimité sur cette proposition.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Brissaud, en verve ce soir. Les scrutins arrivent. L'heure des scrutins se rapproche.

**Anne BRISSAUD**

Je ne comptais pas intervenir et comme on parle, finalement, de ce qui s'est passé à la Commission tout à l'heure et qui n'était pas censé être dans le PV du jour, on peut aussi parler des propositions faites par Max Lévit, en ce qui concerne la taxe de séjour.

**Max LEVITA**

Ce n'étaient pas des propositions. Excusez-moi de vous interrompre, Madame, ce n'étaient pas des propositions.

**Anne BRISSAUD**

Donc vous savez de quoi je vais parler.

**Max LEVITA**

J'ai dit ce qui était à l'étude.

**Anne BRISSAUD**

A l'étude, donc envisagé. Du coup, on va plus loin que ce qui a été confirmé en Commission de Transfert des Charges. Je voudrais quand même insister sur le fait que cette taxe de séjour, comme on l'a signalé au Conseil précédent, non seulement elle a, en fait, de nouvelles recettes, puisqu'elle concerne plus de communes que celles dont il s'agissait. Donc il n'y en avait que neuf qui

percevaient la taxe de séjour. Aujourd'hui, en passage en Métropole, plus de communes vont percevoir cette taxe de séjour. Mais en plus, elle va être appliquée à plus d'établissements.

Alors il y a ça. Mais en plus de cette augmentation de l'assiette, on a une augmentation des tarifs dans une majorité de communes, y compris Montpellier, qui est quand même la commune principalement concernée par cette augmentation de taxe.

Je ne vais pas revenir sur le fait que les syndicats ne semblaient pas tous avoir été invités à discuter de cette augmentation de tarif, mais on peut quand même, ici, évoquer la suggestion ou l'étude qui est en cours. D'après ce que j'ai compris en Commission tout à l'heure. C'était nouveau pour moi, donc j'ai peut-être mal compris, mais peut-être que Max Lévitá pourra nous éclairer sur ce sujet. Les recettes n'étant pas tout à fait fixées, on ne sait pas à combien elles sont estimées aujourd'hui. On envisage un plan de tourisme qui concerne la Métropole et qui aurait un coût. Et ce coût pourrait être supérieur aux recettes proposées par cette nouvelle taxe.

A partir du moment où les recettes ne sont pas suffisantes, on nous a expliqué tout à l'heure que peut-être toutes les communes pourraient contribuer, finalement, à compenser les dépenses de ce nouveau schéma touristique. Alors ce n'est pas sur la forme que je vais intervenir, mais je pense que quand on fait un schéma de cet ordre-là et qui concerne toutes les communes de la Métropole, on peut quand même interroger les communes avant de faire ce type de propositions, d'autant plus que, comme on le rappelle depuis tout à l'heure, c'est une nouvelle taxe pour ces communes. Et si c'est une nouvelle taxe à prélever, alors pour la Métropole bien sûr, mais pour les établissements de la Commune, et que ça coûte, en plus, des sous à la Commune, je ne vois pas comment les communes pourraient être d'accord avec ce type de proposition.

Voilà. Et moi qui suis de Montpellier, moins concernée, à la limite, que les 30 autres communes, je considère quand même qu'il y a un devoir de « solidarité », on va dire, puisque vous m'avez reproché la dernière fois de ne pas être solidaire. Mais je constate que c'est quand même une proposition qui a plus, encore, vocation à prendre de l'argent aux communes plutôt qu'à leur servir et à les valoriser dans le cadre, donc, d'un schéma cohérent pour le tourisme.

### **Monsieur le Président**

Je vais donner la parole à Monsieur Lévitá. Sachez, Madame Brissaud, que je ne vous fais jamais de reproches. Je ne fais que des constats.

### **Anne BRISSAUD**

Lisez les PV.

### **Monsieur le Président**

Je ne fais que des constats, jamais de reproches. Monsieur Lévitá.

### **Max LEVITA**

Madame Brissaud va croire que je lui en veux, mais elle vient de dire elle-même que c'est un sujet qu'elle découvre. Elle l'a découvert il y a une demi-heure.

Néanmoins, ça ne l'empêche pas d'intervenir. Donc quel est le schéma ? Nous avons dit : nous levons une taxe. Cette taxe de séjour, elle devient intercommunale. Et donc à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, c'est la Métropole qui va l'encaisser, sauf si des communes qui la touchaient précédemment veulent se retirer, ce que j'ai signalé, ce qui est dans le texte.

Nous conduisons une étude – et cette étude sera présentée – sur un schéma de développement du tourisme. Le Tourisme est une compétence nouvelle pour la Métropole. Et donc on va proposer – c'est à l'étude – ce schéma. Et ce schéma sera discuté, et devant les Maires, et devant l'Assemblée Métropolitaine. Un point qu'il ne faut pas oublier, c'est que la taxe de séjour, elle doit être affectée à des opérations liées au tourisme. Il y a le tourisme proprement dit, la logistique, etc. On peut aider des hébergeurs à améliorer le niveau de leur offre. Après, j'ai utilisé des conditionnels. Il est

'envisageable'. Comme c'est une compétence nouvelle, la Métropole doit créer un service de tourisme. Ce service de tourisme, il va avoir un certain nombre de salariés nécessaires, etc. Donc on le présentera en temps voulu.

Mais comme Madame Brissaud ne porte pas la solidarité dans son cœur, il est envisageable. J'ai dit 'envisageable'. Comme il est envisageable pour l'aire d'accueil des gens du voyage, il est envisageable, suivant ce qui sera proposé, de demander à chaque commune de participer. Mais bien sûr, on le fera avec leur accord. On leur proposera. Si elles veulent refuser, elles refuseront. Et je ne vois pas pourquoi Madame Brissaud se met en défenseur suprême des communes : il y a 31 Maires dans l'Assemblée. Ils sont assez grands pour se défendre.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui souhaite s'exprimer ?

**Anne BRISSAUD**

Je peux répondre ?

**Monsieur le Président**

Attendez, il y a Monsieur Balazun et après je vous donne la parole. Monsieur Balazun.

**Geniès BALAZUN**

Oui, Monsieur le Président. Simplement pour rester cohérent avec mon dernier vote au mois de janvier sur l'AC, je ne voterai pas cette AC par principe, parce que je critique le mécanisme en lui-même. Je m'abstiendrai. Je ne voterai pas contre, pour ne pas accabler Monsieur Lévit, qui a fait des calculs rigoureux pour nous présenter ça. Je l'en remercie d'ailleurs.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Balazun. Alors Monsieur Domergue a demandé la parole. Et ensuite Madame Brissaud pour quelques mots.

**Jacques DOMERGUE**

J'ai appuyé, oui. Merci. Je voudrais poser une question à Monsieur Lévit. L'idée de la mutualisation va dans le sens de la création des Métropoles. Il n'y a aucun problème là-dessus. Mais est-ce que ça se traduira, parallèlement, par la transformation des différents Offices de Tourisme qu'il peut y avoir dans les différentes communes par l'Office de Tourisme Métropolitain et la disparition, progressive et définitive, de tous les Offices de Tourisme qui pourraient exister ?

**Monsieur le Président**

C'est fait, Monsieur Domergue.

**Jacques DOMERGUE**

Il n'en reste plus aucun ?

**Monsieur le Président**

C'est déjà fait.

**Max LEVITA**

Jacques, il faudrait venir.

Il faut lire les comptes rendus.

**Monsieur le Président**

C'est déjà fait.



**Jacques DOMERGUE**

Si ça se fait dans ce sens, c'est cohérent.

**Max LEVITA**

C'est fait. Il n'y a plus qu'un seul...

**Anne BRISSAUD**

C'est cohérent, mais ça va coûter plus cher.

**Monsieur le Président**

En fait, il y a eu des mutualisations, mais il y a des bureaux du tourisme qui restent présents sur les territoires, mais l'Office lui-même est totalement mutualisé. Ça marche un peu comme la Mission Locale d'Insertion.

**Anne BRISSAUD**

Je voudrais répondre sur un point à Max Lévit, qui dit que je découvre le sujet deux heures avant, mais tout simplement parce qu'on est invités à une Commission deux heures avant le Conseil. Donc excusez-nous, mais effectivement, quand on apprend à un moment donné qui est quand même très court pour étudier les sujets et qu'on découvre ce genre de choses. Je pense que c'est plutôt à vous de vous remettre en question et pas de m'attaquer encore une fois sur le fait que je découvre un sujet deux heures avant, parce qu'effectivement, ce n'était pas encore à l'ordre du jour il y a deux heures.

**Max LEVITA**

On en discute depuis six mois.

**Anne BRISSAUD**

De quoi ? Que ça va coûter des sous aux communes d'avoir un nouvel Office du Tourisme ?

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

C'est de ça dont on discute ? Moi, il ne me semble pas.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud, vous avez tellement de talent que vous pouvez intervenir à tout moment de façon pertinente.

**Anne BRISSAUD**

Donc voilà, je le fais.

**Monsieur le Président**

Je suis un supporter. Je vous l'ai dit.

**Anne BRISSAUD**

A la limite, si on peut rajouter qu'effectivement ce serait bien d'avoir les Commissions avant le jour du Conseil. Ce ne serait pas mal d'avoir les dossiers un peu en amont, aussi, pour pouvoir les travailler.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas perdu espoir.

**Anne BRISSAUD**

J'imagine que vous prendrez ma considération et ma proposition au sérieux.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas perdu espoir.

Monsieur Lévit, allez-y, je vous en prie.

**Max LEVITA**

Je voudrais juste indiquer que de mettre au point ces attributions de compensation, ça exige un travail considérable de la part des administrations de la Métropole - vous me permettez de rendre hommage à Madame Gandreau et à son équipe – et des 31 communes. C'est un travail gigantesque et il était nécessaire de le présenter ce soir. Les communes en ont besoin pour bâtir leur prochain budget. On aurait pu le présenter avant. Vous n'avez pas tort ; le problème c'est qu'on a un travail gigantesque et que les administrations le font d'une manière admirable.

**Monsieur le Président**

Monsieur Pastor.

**Gilbert PASTOR**

Moi, je voudrais apporter deux précisions à Monsieur Domergue. On a déjà pris plusieurs délibérations pour faire un Office Métropolitain. En tant qu'ancien Président de l'Office de Tourisme de Castries, on a fusionné. Tout le personnel est passé dans l'Office Métropolitain, sous la responsabilité de Jean-Luc Cousquer, etc. C'est fait déjà. On a voté des conventions pour les locaux, etc. Il y a des bureaux, entre autres, nous, on a un bureau qui reste. Donc de ce côté-là, on est tout à fait dans le sens de la mutualisation, sens que je soutiens à fond.

Pour le reste, Monsieur Lévit, vous savez, c'est le problème des Commissions. Ou on dit simplement ce qu'on passe à la Commission. Et à ce moment-là, on vous dit : « *Ouais, ce n'est pas un lieu de débats. On ne peut pas en parler* ». Ou on lance une idée et à ce moment-là, on essaie de mettre le feu aux poudres. On a eu l'occasion de s'en exprimer au cours de la CLET : il y a eu une idée, il y a eu une réflexion. Et il est tout à fait dans son rôle, Max Lévit, de mener cette réflexion. Il a mené une réflexion. On aura l'occasion de revenir là-dessus. Les Maires s'exprimeront, etc.

Quant à la CLET, je suis tout à fait de ton avis. Il y a eu beaucoup de travail fait par la Métropole, mais aussi par tous nos DGS et tous les chiffres ont été vérifiés, au centime près. Alors, je fais confiance à mon DGS. Quand ma DGS elle me dit : « *C'est bon* ». Eh bien c'est bon. Je ne vais pas poser des questions tarabiscotées pour savoir s'il faut le faire ou pas le faire. Voilà ce que je voulais dire. Il y a eu, derrière, un travail énorme fait par les administrations. Et je les remercie tous.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Pastor. Je me joins à vos remerciements pour remercier tous les DGS des communes, parce que : que seraient les Maires sans leurs DGS ? Voilà. Je mets aux voix l'affaire n°5. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention, deux abstentions. Adopté. Les deux adoptions, c'est Monsieur Geniès Balazun et Monsieur Larue.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions). Se sont abstenus : M. G. BALAZUN, M. A. LARUE.*

## **AFFAIRE N°6 : FINANCES - REVERSEMENT DE TAXE D'AMENAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire n°6 : Finances - Reversement de taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016. Monsieur Lévit.

### **Max LEVITA**

En ce moment, la taxe d'aménagement, elle est tantôt touchée par les Communes, tantôt touchée par la Métropole, donc c'est un système assez compliqué qui va s'éclaircir. A au cours de l'année dernière, nous avons convenu que la taxe d'aménagement faisait l'objet d'une répartition entre la Commune et les Métropoles. L'administration de la Métropole a choisi le système le plus lourd pour elle, mais à la demande des Communes. Et donc là, nous sommes dans ce cadre-là. On le fait au fur et à mesure, parce que les services fiscaux nous donnent les chiffres au fur et à mesure. Donc là, vous avez un premier débat sur les Communes auxquelles nous reversons. Non, c'est l'inverse. C'est les Communes qui reversent vers la Métropole : Baillargues, Beaulieu, Castries. Et il y a une Commune vers laquelle nous reversons : c'est la Commune de Clapiers.

### **Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Max Lévit ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N°7 : FINANCES - TAXE D'AMENAGEMENT - CONVENTIONS DE REVERSEMENT DES COMMUNES A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire n°7 : Taxe d'aménagement - Conventions de reversement des communes à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2016. Qui demande des explications à Max Lévit ? Je mets aux voix. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N°8 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SYNDICAT HERAULT ENERGIE (SHE) - REPRESENTANTS DE LA METROPOLE - ÉLECTION**

### **Monsieur le Président**

Affaire suivante. C'est l'affaire n°8. A la suite du souhait de Madame Donada de ne plus siéger au sein de l'Instance Syndicat Hérault Energie et au regard des évolutions récentes des délégations des vice-Présidents, il est proposé les modifications suivantes : Monsieur Meissonnier devient suppléant à la place de Madame Donada. Madame Miralles est titulaire sur le poste laissé vacant par Monsieur Meissonnier. Madame Lloret devient titulaire et Madame Cassar suppléante.

Je vous propose donc les représentants suivants. Pour le Syndicat Hérault Energie, Syndicat avec lequel nous travaillons pour la première fois de l'histoire. C'est la convention qu'on passe avec le Département au travers du Syndicat Hérault Energie.

Donc est-ce que quelqu'un souhaite le vote à bulletins secrets ? Bon, donc on va le faire à mains levées. Je vous propose les titulaires suivants : Laurent Jaoul, Jackie Galabrun-Boulbes, Eliane Lloret, Stéphanie Jannin, Isabelle Guiraud et Patricia Miralles.

Suppléants : Michelle Cassar, Régine Illaire, Pierre Bonnal, Jean-Luc Meissonier, Michel Teissier et Guillaume Burel, de la Commune de Clapiers. Et Michel Teissier de la Commune de Cournonterral. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à une désignation à bulletins secret mais à main levée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT "HERAULT TRANSPORT" - REPRESENTANTS DE LA METROPOLE – ÉLECTION**

**Monsieur le Président**

Affaire n°9, Organisme extérieur - Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault « Hérault Transport » - Représentants de la Métropole. Il s'agit de procéder au remplacement de Madame Donada et de Madame Gianiel. Modalités d'élection : à bulletins secrets si vous le souhaitez. Qui le souhaite ? Nous allons procéder à cette désignation à mains levées.

La proposition que je fais est la suivante : Monsieur Rico titulaire à la place de Madame Gianiel et Madame Titina Dasylyva suppléante à la place de Carole Donada. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à une désignation à bulletin secret mais à main levée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE SAINT-BRES - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION DU SECTEUR D'ENTREE DE VILLE**

**Monsieur le Président**

Affaire 10 : Commune de Saint-Brès - Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il s'agit de justifier l'ouverture à l'urbanisation du secteur d'entrée de la ville. Qui demande des explications complémentaires à la vice-Présidente chargée de l'Aménagement Durable du Territoire, Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE PEROLS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 11 : Modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour la Commune de Pérols. Qui souhaite des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°12 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL NG PROMOTION - AVENUE DE L'AGAU - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION DE REVERSEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 12 : Projet Urbain Partenarial NG PROMOTION - Avenue de L'Agau - Commune de Lattes, pour une valeur de 69 600 euros de participation. Qui demande des explications à Stéphanie Jannin ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ACTION FONCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR SUD ZENITH - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n°13 : Action foncière pour le développement économique - Commune de Montpellier - Secteur Sud Zénith - Convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature. Un petit mot, Madame Jannin, sur cette affaire ? Sur l'EPF ?

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues. Il s'agit donc d'une convention d'anticipation foncière que nous souhaitons établir avec l'Établissement Public Foncier qui a pour compétence de faire du portage foncier en attendant que les collectivités définissent leurs projets. Nous sommes dans un secteur qui est aux abords du Zénith, de part et d'autre quand on va vers le Zénith. C'est un secteur qui s'inscrit dans un contexte paysager notable, important et qui, en même temps, a une visibilité, une attractivité indéniable, et qui fait donc l'objet de certaines pressions foncières. Il nous semblait donc nécessaire de pouvoir prendre le temps de définir un projet à orientation de développement économique, bien entendu, à cet endroit de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Si personne ne souhaite s'exprimer, je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ECOCITE - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - AVENANT N°3 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - AVENANT N°3 A LA CONCESSION D'AVANCE DE TRESORERIE**

**Monsieur le Président**

Affaire 14 : il s'agit là de l'Ecocité - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer. C'est le CRAC. Qui souhaite des explications ? Je fais voter. Je suis obligé de faire voter. Personne pour le CRAC ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée. Alors c'est Monsieur Fourcade, de Lattes, qui s'abstient.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention). S'est abstenu : M. J.-N. FOURCADE.*

**AFFAIRE N°15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - SECTEUR DE LA MOGERE - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°4 - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 15 : Secteur de la Mogère - concession d'aménagement de la SA3M. C'est le CRAC pour le secteur de la Mogère. Alors la Mogère, je vais vous en dire un mot, quand même, parce que tout à l'heure, je l'ai répertoriée dans les affaires que me reprochait la FNAUT.

Mais la gare de la Mogère, elle ne sera efficace que si la gare de Manduel, je l'ai dit 15 000 fois, est réalisée dans les temps. Parce que si le gap entre la construction de la gare de la Mogère et de la gare de Manduel est trop important, nous n'aurons pas, pendant cette durée, de TGV qui arrivent à la gare de la Mogère. Et ça, c'est catastrophique. C'est pour cela que nous avons demandé absolument à ce que la gare de Manduel se fasse dans les temps impartis.

J'ajoute que j'ai vu un certain Monsieur Boisseau, qui s'exprimait pour la FNAUT, qui a été chargé de mission pendant six mois ici, à la Métropole.

Il aurait pu nous faire bénéficier de sa science. Eh bien non. Mais bon, je ne lui reproche pas. Il reste quand même un ami. Voilà. Mais bon, j'ai les yeux ouverts. Il y en a, c'est comme ça : ils ne s'expriment que quand ils sont dans l'opposition. Quand ils sont dans la construction, ils n'arrivent à rien faire. Il y en a qui existent que parce qu'ils sont dans l'opposition. Ils préfèrent, d'ailleurs, ce rôle, parce que ça leur confère un certain volume. Alors que quand ils sont dans la construction, qu'il faut mettre ses mains dans le moteur, il n'y a plus personne. Il y a en beaucoup, des comme ça. Là, ça en est un. C'est un exemple, un spécimen, mais il est sympathique. Voilà. Madame Jannin.

**Stéphanie JANNIN**

Permettez-moi, Monsieur le Président, de relativiser, aussi, les cartons rouges de la FNAUT. J'ai lu moi-aussi cet article ce matin. Il reprenait, entre guillemets, des propos tenus par le Délégué Régional de la FNAUT. Mais j'ai aussi lu dans la presse, il y a quelques semaines, que cette personne – ou son homonyme, je ne sais pas – serait l'heureux bénéficiaire d'un logement dans une opération très prisée d'habitat participatif, sur le 2<sup>ème</sup> Canton de Montpellier, portée par le Conseil Départemental et en particulier portée par le Conseiller Départemental de ce canton.

**Monsieur le Président**

Aïe.

**Stéphanie JANNIN**

Alors voyez-vous, moi aussi, je m'interroge. Je m'interroge sur les réelles motivations de cette personne, pour adresser des cartons rouges, compte tenu de son implication locale.

Je m'interroge.

**Monsieur le Président**

Vous avez raison de vous interroger. Peut-être faut-il raisonner plus en carte bleue qu'en carton rouge. Monsieur Domergue.

**Jacques DOMERGUE**

Je ne vais pas intervenir sur des coups bas de ce style. Ça ne me concerne pas. Mais par contre, la FNAUT notait la gare de la Mogère et autre chose, aussi : le doublement de l'A9. Je crois qu'il y avait ces deux éléments qui étaient...

**Monsieur le Président**

J'ai répondu tout à l'heure, Monsieur Domergue.

**Jacques DOMERGUE**

...qui étaient pris en considération dans le carton rouge qui était donné. Non ?

**Monsieur le Président**

Oui. Vous n'étiez pas arrivé.

**Jacques DOMERGUE**

Je suis arrivé en retard. C'est pour ça.

**Monsieur le Président**

J'ai répondu.

**Jacques DOMERGUE**

Je me permets de le souligner, parce que j'ai combattu ce dossier, pour insister sur le fait que c'était au Nord de la ville qu'il fallait faire passer l'autoroute et non pas au Sud.

**Monsieur le Président**

Je me souviens des tracts que vous avez distribués. Quand vous étiez Député, vous aviez envoyé des tracts. Je m'en souviens. J'en ai même un à la maison. J'en ai gardé un à la maison. Vous demandiez des murs anti-bruit pour la rose. C'est vrai ou pas ? Et bien ils sont faits. Vous voyez : votre combat n'a pas été vain.

J'incite les journalistes. Moi, je n'ai pas à leur apprendre leur métier, aux journalistes. Ils ont fait toutes les écoles et tout. Moi, je me suis formé sur le tas. Je n'ai rien appris... Enfin si, j'ai appris l'art dentaire, mais après, j'ai appris sur le tas et en regardant faire quelques maîtres que j'ai eu l'honneur de croiser dans ma vie politique. Je leur conseille de gratter un peu, qu'ils ne grattent pas toujours les mêmes. Qu'ils en grattent d'autres.

Voilà. Bon, alors, Madame Jannin, j'ai bien compris ce que vous me disiez. Si le 2<sup>ème</sup> Canton, le Conseiller Général, il distribue les logements participatifs à ses amis : c'est ça ? Oh, quelle horreur ! Quelle vilénie ! Mais là, il ne pourra pas vendre des cartes du PS, puisque Monsieur Boisseau est vert.

Je mets aux voix l'affaire 15. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. René Revol.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention). S'est abstenu : M. R. REVOL.*

**AFFAIRE N°16 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PORT MARIANNE PORTES DE LA MEDITERRANEE - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°11 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - AVENANT N° 2 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 16 : Port Marianne Portes de la Méditerranée - Montpellier - Concession d'aménagement avec la SERM. Il s'agit là-aussi du CRAC. Qui veut des explications auprès du rapporteur, la vice-Présidente Chantal Marion ? Ne prennent pas part au vote Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Max Lévida, Jean-Marc Lussert, Patricia Miralles, Sauveur Tortorici, Pascal Krzyzanski : il ne peut pas prendre part au vote, il est en Chine. Et Yvon Pellet.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°17 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITE CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N° 5 PROROGANT LA DUREE DE LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 17 : Développement économique - Parc d'activité Charles Martel. Il s'agit là du CRAC. Je vais aller vite sur les CRAC. Vous m'arrêtez si vous le souhaitez.

Ne prennent pas part au vote Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Max Lévida, Jean-Marc Lussert, Patricia Miralles, Sauveur Tortorici, Pascal Krzyzanski et Yvon Pellet.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°18 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N° 3 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ET AVENANT N° 8 AU TRAITE DE CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 18 : Concession ZAC Garosud et Garosud Extension. CRAC.

Ne prennent pas part au vote Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Max Lévida, Jean-Marc Lussert, Patricia Miralles, Sauveur Tortorici, Pascal Krzyzanski et Yvon Pellet.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*



**AFFAIRE N°19 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC 2000, PARC 2000 EXTENSION ET VEAS - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 19 : Concession Parc 2000, Parc 2000 extension et VEAS - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 20 : Concession Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Toujours Madame Marion. Pas de demande d'intervention, je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION Z.A.C. DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 21 : Concession Z.A.C. Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION Z.A.C. EUROMEDECINE II - AMENAGEMENT ET BIPOLE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 22 : toujours un CRAC, concernant la Concession Z.A.C. Euromédecine II ; sur les Communes de Montpellier et de Grabels. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 23 : Village d'entreprises artisanales et de services (VAES) et restructuration du secteur du Frigoulet à Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. Et très belle Fête du Miel à Cournonsec, sous des trombes d'eau. Le miel était mouillé, Régine.

Je mets aux voix l'affaire 23. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 24 : Parc d'activités du Salaison à Vendargues - Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Toujours Madame Marion.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION D'AMENAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 25 : Concession d'aménagement Parc Eureka. Toujours Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lévida, Monsieur Lussert, Madame Miralles, Monsieur Tortorici, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°1 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 26 : ZAC Hippocrate - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Toujours Chantal Marion. Souhaitez-vous l'interroger sur cette affaire ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 27 : ZAC Odysseum Est - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°28 : DEVELOPPEMENT ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARCS D'ACTIVITES MARCEL DASSAULT 1° EXTENSION - SAINT JEAN DE VEDAS - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°11 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 28 : Parcs d'activités Marcel Dassault. Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lévit, Monsieur Lussert, Madame Miralles, Monsieur Tortorici, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARCS D'ACTIVITES MARCEL DASSAULT 2° EXTENSION - SAINT JEAN DE VEDAS - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 29 : Parcs d'activités Marcel Dassault 2° extension - Saint Jean de Védas.

Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lévit, Monsieur Lussert, Madame Miralles, Monsieur Tortorici, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PROJET D'AMENAGEMENT CONCERTÉ DE LA "LAUZE EST" - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - OBJECTIFS ET MODALITES DE CONCERTATION - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ETUDE D'IMPACT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 30 : Projet d'aménagement concerté de la « Lauze Est » - Commune de Saint Jean de Védas. Il s'agit là des modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact. Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Monsieur Petit.

**Eric PETIT**

Oui. Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Pour ceux qui ne connaissent pas le positionnement de la Lauze Est, ça se situe au Sud de l'autoroute actuelle A9 et de l'A709 qui est en cours de finalisation. Cette zone se situe sur un secteur stratégique. On n'a pas arrêté d'en parler depuis le début de la séance, puisque le COM arrive juste au Nord de cette zone. Je suis néanmoins ravi que, dans cette délibération, on lance une enquête publique, qui puisse être menée jusqu'à son terme et qui permettrait de pouvoir phaser l'extension de ces différents secteurs d'activités, à la fois la Lauze Est, à la fois le Parc Marcel Dassault, à la fois l'extension du Parc Marcel Dassault et aussi toutes les zones qui se trouvent au Sud de la zone, sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Je réitère toujours la même proposition, à savoir que le phasage sur ce secteur est important. A savoir que je ne vois pas comment on peut développer une activité sans avoir des garanties sûres, claires et nettes que les déplacements pourront se faire de manière cohérente. J'émet un vœu aussi.

Un vœu sur la Lauze actuelle, donc sur le secteur Ouest, par opposition à l'Est. Et j'émets le vœu que la Lauze actuelle puisse subir le même lifting qu'a pu subir le Salaison. On l'a vu un petit peu dans les délibérations précédentes sur les CRAC sur le Salaison. Donc j'aimerais, avant qu'on puisse envisager quoi que ce soit sur le secteur, qu'on puisse aussi envisager de réhabiliter, de restructurer correctement la Lauze actuelle, qui est aujourd'hui dans un état, pas lamentable, mais qui, demande à être revu. Cela permettrait aussi d'intégrer assez rapidement de nouvelles sociétés sur ce secteur.

Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Moi, je voudrais d'abord savoir quel est l'avis du Maire de Saint Jean de Védas, parce que je ne connais que les Maires.

Voilà. C'est un exemple, parmi tant d'autres qui vont s'écouler.

**Isabelle GUIRAUD**

Je vais le donner. Je suis désolée. J'ai dû m'absenter trois petites minutes.

**Monsieur le Président**

C'est pour ça que je m'en réfère uniquement à vous.

**Isabelle GUIRAUD**

Oui, oui. Là, nous sommes sur, en pleine concertation avec Monsieur Petit sur ce dossier.

**Monsieur le Président**

J'ai bien fait de poser la question.

**Monsieur le Président**

Je m'adresse là aux 31 Maires. J'ai bien fait de poser la question.

**Isabelle GUIRAUD**

Oui. Et je vous en remercie, Monsieur le Président. Nous sommes sur la même longueur d'onde. Donc je ne vais pas redire ce qu'a dit Monsieur Petit. Mais je suis d'accord avec lui. Voilà.

**Monsieur le Président**

Alors là, je prends en note ce qu'a dit Monsieur Petit, parce que vous êtes d'accord avec lui. Je ne connais que le Maire, moi.

Non. L'idée, c'est que je ne m'adresse qu'au Maire, surtout quand vous parlez quand il est absent. C'est la vie, ça. Il faut vous y adapter. Ça vous fera du bien. Moi, au PS, j'en ai appris, des trucs. Maintenant, je retrouve toute la culture. Ça m'aide.

Je mets aux voix l'affaire 30. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONVENTION TYPE TRIPARTITE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ENEDIS ET UN OPERATEUR DE TELECOMMUNICATIONS RELATIVE A L'USAGE DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE AERIENS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 31 : Convention type tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et un opérateur de télécommunications relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens. Qui demande des explications à Chantal Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - MARCHE N°4445RI16 DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE BILLETTERIE AVEC CONTROLE D'ACCES POUR LES PISCINES ET L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 32 : Marché de mise en place d'un système de billetterie avec contrôle d'accès pour les piscines et l'ensemble des établissements culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Madame Marion, ça, c'est vachement important. Allez-y ! Défoulez-vous ! Allez-y.

**Chantal MARION**

Je n'ai pas voulu prendre la parole à maintes reprises, mais, Monsieur le Président, je prends la parole quand vous me la laissez. Donc là, je vais parler de la billetterie avec des contrôles d'accès pour les piscines et l'ensemble des établissements culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

Alors à Montpellier Méditerranée Métropole, cité intelligente, ville intelligente, il était normal que nous équipions ces équipements culturels et sportifs qui, actuellement, sont équipés de systèmes de billetterie différents et qui ne sont pas connectés entre eux.

Donc la Métropole a pour objectif d'équiper ou de rééquiper les sites d'un système de billetterie informatisé, avec un contrôle d'accès, pour la piscine olympique d'Antigone, les 12 piscines métropolitaines, les Musées Fabre et Henri-Prades et le Planétarium Galilée. Ces sites seront connectés en réseau, évidemment, reliés au serveur de Montpellier Méditerranée Métropole et au poste de gestion des régisseurs principaux, installés à la Direction des Sports ou autres Directions concernées.

Le système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée devra être d'une grande fiabilité. En particulier, il devra aussi fonctionner en mode déconnecté au cas où : mais ceci est prévu. Le déploiement est envisagé en plusieurs étapes. Tout d'abord, on va s'occuper des piscines, dans un premier temps, puis de l'ensemble des établissements culturels et sportifs dans un deuxième temps.

Le prix global et forfaitaire concerne la mise en place du système dans les 13 piscines (hors matériel) et le marché sera conclu pour une période de 4 ans, à compter de sa notification. Le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres qui a eu lieu le 27 septembre 2016 est la Société OEM, qui propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

La connexion, évidemment, c'est un point très important que je veux noter ; c'est que la connexion entre la vente en ligne et la vente sur place est en temps réel. C'est-à-dire que si on achète en ligne,

automatiquement, on le sait. Et si on vend sur place, tout est connecté. Donc pas d'écart, évidemment, entre la vente en ligne et la base métier.

Le montant global de cette installation est estimé à 308 086 euros.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Marion. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 33 : Soutien aux manifestations - Attribution de subventions et autorisation de signature. Donc nous avons les 50 ans du Centre de Recherche de Biologie Cellulaire, pour un montant de 2 000 euros, le Digital Health Match Making de l'Université de Montpellier pour 2 000 euros, la 45<sup>ème</sup> Cérémonie de remise des diplômes de Polytech (1 000 euros), la Conférence Scientifique Internationale Filières Agricoles et Développement Durable (2 500 euros). Madame Marion, Monsieur Lévit, Monsieur Calvat ne prennent pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION RUSSIE - CHANGEMENT DE DATE - DU 4 DECEMBRE AU 9 DECEMBRE 2016**

**Monsieur le Président**

Affaire 34 : Développement International. Ah, voilà : Mission Russie du 4 décembre au 9 décembre 2016. Tovalitch Chantal.

Madame Marion, je vais vous faire un cadeau.

**Chantal MARION**

Avec plaisir. Il y a longtemps qu'on ne m'en a pas fait, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Pour votre voyage en Russie.

**Chantal MARION**

Oui, une casquette.

Une chapka, je suis sûre.

**Monsieur le Président**

Voilà.

**Chantal MARION**

J'en étais sûre. Écoutez, je crois qu'elle me sera très utile, Monsieur le Président, vu le changement de dates. Je m'y rends en décembre.

### **Monsieur le Président**

S'ouvre pour nous une autre destination : celle de l'Espace. Ça, ça donne espoir. Ce n'est pas comme les affiches que je vois fleurir sur les panneaux. On ne sait même pas ce qu'il y a. Quand on passe en bagnole, on ne sait pas ce qui est écrit. Là, on comprend. Madame Marion, vous pourrez voyager sans cesse dans toute la Sibérie. Et en Ukraine aussi, peut-être.

### **Chantal MARION**

Ecoutez, j'en suis ravie, parce que je le disais : il y a eu un changement de dates. Et donc c'est ce changement de dates que je vous propose. Les dates sont du 4 au 9 décembre. Donc j'aurai besoin non seulement d'une chapka, mais de bonnes bottes aussi, je pense. Donc tout un équipement, Monsieur le Président, qui va s'imposer, vu que j'adore la neige.

*Rires*

### **Chantal MARION**

Voilà. En bonne Méditerranéenne. Alors pour un petit rappel, quand même, au niveau de ce que vous avez proposé tout à l'heure, Monsieur le Président : je voulais préciser, quand même, que depuis 15 ans, il y a des relations d'échanges qui existent entre Montpellier et la Province de Kaluga. Elles portaient pour l'instant essentiellement sur l'enseignement (Lycée, entre autres, Hôtelier de la Colline). En 2011, ces relations ont pris une autre dimension, avec un développement économique avec la ville d'Obninsk entre autres et l'Agence de Développement Economique de la Région de Kaluga. Et sous la tutelle de cet accord, un accord dédié aux Pôles de Compétitivité a été signé entre Eurobiomed et son homologue Santé de la Région de Kaluga.

En 2013, ces accords ont été renouvelés. Et en 2016, outre ces renouvellements, on va discuter de la possibilité de définir les contours d'une collaboration, comme vous l'avez précisé, dans le secteur du numérique. Il faut que vous sachiez, quand même, qu'il y a des chiffres qui parlent. Depuis 2011, 12 entreprises de Kaluga sont venues à Montpellier. 10 entreprises de la Métropole sont allées à Kaluga. Je vais citer entre autres Intrasense Imagerie Médicale, qui a développé un volant d'affaires qui a représenté 50 % de son chiffre d'affaires export. Et le modèle de gestion de l'incubateur d'entreprises d'Obninsk s'est fait avec l'aide d'Universitaires montpellierains et du BIC, évidemment.

Donc on va envisager d'étendre notre coopération au-delà d'un accord économique, avec la personne que vous avez citée, Anatoly Stolnikoff, qui est le Directeur de l'Agence de Développement Régional, un de nos partenaires privilégiés. Nous amenons avec nous deux entreprises - Sitcar et Eurobiomed – avec des axes évidemment pressentis : la culture et sa valorisation réciproque, l'enseignement, la santé et le numérique. Je voulais signaler également que la ville de Kaluga et la ville d'Obninsk est classée 6<sup>ème</sup> parmi les 14 Régions russes labellisées Région Innovante. Donc je pense que le choix que vous avez fait, Monsieur le Président, est un bon choix au niveau de Kaluga et d'Obninsk.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame Marion. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Rouilleault.

### **Henry ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, chers collègues. Comme c'est la 2<sup>ème</sup> fois qu'on parle de la Russie – vous l'avez évoquée au tout début -, je voudrais juste dire que, bien entendu, il faut parler avec Vladimir Poutine. Bien entendu, il ne faut pas ignorer Stalingrad. Mais il faut bien savoir aussi que nous ne sommes plus au temps de l'URSS. Nous ne sommes plus au temps du Comecon. Il y en a qui regrettent – et notamment Vladimir Poutine – le temps de l'URSS et du Comecon : et nous ne pouvons ni approuver ce qu'il a fait en Ukraine, ni approuver ce qu'il a fait en Géorgie, ni approuver le bombardement d'Alep.

**Monsieur le Président**

Merci de votre intervention, Monsieur Rouilleault. Ça ne change pas grand-chose avec la maladresse de la France avec les Russes. Des bombardements, OK : il y en a partout dans le monde. Et comme le dit Mélenchon dans son interview, « *j'exècre les bombardements* ». Moi aussi, j'exècre les bombardements. La diplomatie française et ses deux Ministres des Affaires Etrangères successifs, Monsieur Ayrault et Monsieur Fabius, ont méprisé le pays Russie et le peuple russe. Voilà. Et je trouve que ce n'est pas très habile. C'est le moins qu'on puisse dire. Après, moi aussi, comme vous, je suis contre les bombardements.

On continue.

Merci Madame Marion. Je fais voter Kaluga. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Bah écoutez, tout le monde. Il n'y a que des pro-Russes. Il n'y a que des pro-Russes dans cette Assemblée. C'est bien.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION FINLANDE - DU 29 NOVEMBRE AU 3 DECEMBRE 2016 - PARTICIPATION AU CONGRES SLUSH - MISSION EXPLORATOIRE - AUTORISATION DE LA MISSION****Monsieur le Président**

Affaire 35 : Développement International - Mission Finlande - du 29 novembre au 3 décembre 2016. Madame Marion.

**Chantal MARION**

Ça précède le déplacement en Russie. Il y a un déplacement en Finlande qui est prévu. Il faut penser que cette destination, qui est dans la zone Schengen, complèterait l'offre que la Métropole de Montpellier propose aux entreprises. Effectivement, Axelle Lemaire l'a bien précisé : tout ce qui est French Tech ne s'est pas assez ouvert à l'Europe entre autres et on est plutôt tourné vers d'autres grands pays. Donc ce déplacement est important, aussi bien pour le tourisme, pour l'innovation et la French Tech. On va aller à Helsinki, qui comprend huit grands établissements d'enseignement supérieur. C'est un centre économique, également, de la Finlande. C'est une destination de choix pour l'implantation de Sièges de grandes entreprises. Il y a trois grandes Universités très tournées sur les nouvelles technologies et le Numérique. Et on va assister à un Congrès qui s'appelle le Slush. C'est un des plus grands événements mondiaux dédiés aux startups internationales. Et Slush attire les investisseurs du monde entier, avec un axe particulier qui est tourné vers l'Asie. Donc on va retrouver des partenaires qu'on a sur Chengdu également. Ça réunit 14 000 participants, 1 400 startups, 750 investisseurs. Donc c'est un endroit, je pense, où on va aller. Il y aura simplement un élu et un technicien qui vont aller en Finlande. Et après, on se dirigera vers la Russie, avec les Entreprises que je vous ai citées tout à l'heure.

**Monsieur le Président**

Bravo, Madame Marion. Vous faites le trajet inverse de Lénine.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas moi qui l'ai inventé. Quand Lénine a été chassé, il a traversé le Golfe de Finlande, de Saint-Pétersbourg, de Leningrad et il s'est abrité en Finlande, dans une ville qui s'appelle Tampere. Et à Tampere, il y a une statue de Lénine, sur une place. Et lorsque Georges Frêche a créé la Place du XXème Siècle et qu'il a été tant critiqué pour avoir mis la statue de Lénine, personne n'a été capable d'expliquer que ce n'était pas le seul endroit au monde. D'abord aux Etats-Unis, il y a eu des statues de Lénine, et surtout à Tampere, dans cette ville du Golfe de Finlande, où Lénine, quand



il a été expulsé de Russie, s'est réfugié. Et il y a sa maison et un musée. Donc vous ferez le trajet inverse. Helsinki, Tampere et Kaluga.

**Chantal MARION**

Je voulais rajouter quelque chose, Monsieur le Président, parce que vous savez que je pars demain en Chine. Et concernant la Mission Chine et la délibération 14 065 du 28 septembre 2016, je voulais rajouter quelque chose, car on va participer, la semaine prochaine à Chengdu, aux Assises de la Coopération Décentralisée Franco-Chinoise. On a appris, il y a deux semaines simplement, donc, qu'une cérémonie de signature de lettres d'intentions était prévue entre Collectivités françaises et chinoises, qui venait d'être programmée. Donc cette lettre d'intentions n'a aucun engagement, bien évidemment, financier ni de moyens et reste très large. Elle sera signée le samedi 29 octobre avec notre partenaire de la ville de Chengdu, en présence des autres Collectivités et du Ministre français des Affaires Etrangères, Monsieur Jean-Marc Ayrault. Une quinzaine d'autres signatures entre Collectivités va avoir lieu en même temps. Et je vous propose donc d'autoriser cette signature.

**Monsieur le Président**

Transmettez-lui les amitiés de Monsieur Poutine.

**Chantal MARION**

Avec plaisir.

**Monsieur le Président**

Je vous rappelle qu'Helsinki a été capitale du design il y a trois ans. Le Maire d'Helsinki a été étudiant de la Faculté de Montpellier. Et au mois de mars, la magnifique exposition photo Elina Brotherus retrouvera le chemin de la Finlande, dont est originaire son auteur. C'est une exposition qui a fait pratiquement le tour d'Europe.

Je mets aux voix la Finlande. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°36 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER SUP AGRO, L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) ET LE CIRAD - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 36 : Politique agroécologique et alimentaire - Convention de partenariat avec Montpellier Sup Agro, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le CIRAD, pour une valeur de 15 000 euros. Et Madame Touzard ne prend pas part au vote. Et elle prendra la parole sur l'affaire d'après. Comme ça, elle résumera.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°37 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - CREATION DES CONDITIONS D'UNE GOUVERNANCE COLLABORATIVE - MISE EN VALEUR DES INITIATIVES AGROECOLOGIQUES ET ALIMENTAIRES TERRITORIALES - PLATEFORME**

## **NUMERIQUE, PROTECTION DES DONNEES, LICENCES CREATIVE COMMONS – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 37 : Politique agroécologique et alimentaire - Création des conditions d'une gouvernance collaborative. Isabelle Touzard.

### **Isabelle TOUZARD**

Monsieur le Président, chers collègues. Donc là, il s'agit d'une affaire liée à la mise en œuvre de la politique agricole et agroécologique alimentaire. Donc un des axes opérationnels de la politique consiste à valoriser, mettre en lumière et valoriser les initiatives citoyennes, dans le domaine de l'Agroécologie et de l'Alimentation. C'est une politique, je le rappelle, qui est fondée à la fois sur l'action de la Métropole et des Communes, directe, notamment sur l'action foncière, l'installation d'agriculteurs, sur la question de la restauration collective, la vente directe, les circuits courts. Mais également sur mettre en valeur tout ce que font les associations, les acteurs économiques, tout l'écosystème dans le domaine.

Et Dieu sait si les initiatives sont nombreuses. Un premier travail a déjà recensé plus de 400 initiatives autour des jardins partagés, de la lutte contre le gaspillage, des circuits courts, etc.

### **Monsieur le Président**

Pacte de Milan.

### **Isabelle TOUZARD**

Alors on est tout à fait dans la ligne du Pacte de Milan. Juste par exemple pour revenir sur l'affaire précédente. Le Pacte de Milan, par exemple, c'est une insertion de la Métropole dans un réseau international, qui nous a été permise grâce à toute cette collaboration, aussi, que l'on a avec le monde universitaire et scientifique autour de l'Agronomie et de l'Alimentation. Et donc là, pour l'affaire qui nous concerne, il s'agit de mettre en place une plateforme virtuelle, une plateforme où on va recenser, mettre en valeur toutes ces initiatives, une plateforme collaborative, c'est-à-dire où les acteurs vont, d'eux-mêmes, nourrir et entretenir ce lieu d'échanges, ce lieu de mise en valeur. Là, l'idée, c'est, à partir de cette plateforme, de pouvoir ensuite, au niveau de la Métropole bien entendu, extraire, dans un deuxième temps, en fonction des besoins de communication, des besoins opérationnels, des outils de communication. On pense notamment, par exemple, à un guide des circuits courts, très demandé par les consommateurs, mais aussi les producteurs, qui cherchent à savoir, sur la Métropole, quelles sont les possibilités de vente. Alors je pense notamment aux producteurs du grand Pôle Métropolitain. On a eu les exemples avec des éleveurs de la Lozère, qui cherchent à savoir par exemple où ils peuvent vendre leurs produits sur la Métropole. Les opportunités sont extrêmement variées. Ça va par exemple du marché de plein vent à la boutique paysanne, au drive fermier, au Locavorium. Enfin, les formules sont très variées. Il ne s'agit pas d'en choisir une en particulier, mais il s'agit de mettre toute cette palette à disposition des producteurs et des consommateurs.

Il y a aussi d'autres, bien entendu, beaucoup d'autres guides, qui pourront être extraits de cette plateforme, qui, pour qu'elle soit vivante, doit donc être collaborative. Cette plateforme est mise en place avec une démarche co-construite avec les partenaires : la Chambre d'Agriculture, le Réseau Impact, Terre et Humanisme, Ecolibri, Alternatiba, l'Association Bed, l'Association Semeurs de Jardins et d'autres. Donc à la fois des professionnels, des Associations, des Citoyens.

Pour pouvoir mettre en place cette plateforme, on a mis en place une Charte entre les parties prenantes. Et on propose de privilégier quelque chose qui est un peu nouveau, aussi, au niveau de la Métropole, en termes d'outils : c'est la licence Creative Commons By SA, qui permet ensuite aux utilisateurs de partager et d'adapter l'œuvre ou la contribution pour toute utilisation, y compris

commerciale, dans les mêmes conditions, c'est-à-dire avec la même licence que celle qui est utilisée pour l'œuvre originale.

C'est un outil qui, je pense, peut être une démarche un peu originale, nouvelle. Pour votre information, c'est inspiré aussi d'une autre Métropole, qui a eu une démarche un peu similaire dans d'autres domaines. C'est celle de Brest, qui a démontré combien cette démarche pouvait être mobilisatrice, fédératrice, pour l'ensemble des Citoyens et des acteurs de l'écosystème dans ce domaine-là.

Donc on vous demande d'approuver cette démarche collaborative, d'approuver la création de la plateforme, d'approuver la protection des contenus postés sous la licence Creative Commons CC By SA. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Isabelle. Qui souhaite prendre la parole ? Monsieur Meissonnier.

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. J'invite Isabelle Touzard, ma collègue, à venir voir le projet que nous sommes en train de mettre en place à Baillargues, qui s'appelle Aquaponie. Il s'agit de réutiliser l'ancienne station d'épuration, bien sûr qui a été nettoyée, qui a été, je dirais, réhabilitée – on est en train de le faire – pour y installer un système - pour l'expliquer beaucoup plus démocratiquement c'est un système où on fait de l'élevage de poissons dans les anciens bassins qui ont été réhabilités. Et on installe, au-dessus, un système de culture de végétaux. Pour vous donner un exemple : sur un foncier de 2 000 m<sup>2</sup> en mettant en place l'Aquaponie, on arrive à nourrir 700 foyers. Ça va être mis en place dès janvier au niveau de la Mairie de Baillargues. J'invite Isabelle Touzard à venir, peut-être, s'en inspirer ou peut-être nous accompagner de différents moyens pour mettre à bien ce projet. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Jean-Luc. Qui demande la parole ? Monsieur Raymond.

### **Joël RAYMOND**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Je suis favorable, bien entendu, à cette délibération, parce qu'elle porte sur des éléments intéressants, concernant une nouvelle mode de produire et de produire sain. Cependant, je ne peux pas m'empêcher, ce soir, d'intervenir au nom des producteurs et de tous les producteurs. Parce que les productions agricoles, ne l'oublions pas, elles sont constituées de filières et de filières dans lesquelles les agriculteurs sont engagés et doivent continuer à vivre avec ces filières, de l'amont jusqu'à l'aval, et notamment jusqu'à la distribution. C'est pour ça que je pense également qu'il ne faut pas oublier ces producteurs-là, qui, par des voies de vente directe à la cave comme ça peut être le cas pour des domaines viticoles, mais également des gens qui travaillent en coopérative et qui respectent un cahier des charges et qui doivent également être soutenus dans les périodes difficiles, notamment pour la viticulture de notre Région. Un chiffre : on annonce entre -20 et -30 % de récolte. C'est bien exact. On est bien dans ce niveau-là, parce qu'Yvon Pellet est passé dernièrement à la cave de Montaud et a confirmé les chiffres de baisse de récolte pour la campagne 2016 de l'ensemble des vignerons.

Autre point qui me semble important : c'est, sur cette démarche, par rapport aux moyens de diffusion. Aujourd'hui, la politique agroécologique, elle est portée notamment par le Gouvernement, par Stéphane Le Foll, avec toute une batterie d'aides et de mesures vis-à-vis des agriculteurs, qui s'appellent notamment les GIEE (Groupements d'Intérêts Economiques et Ecologiques), qui marient bien l'Economie et l'Ecologie et qui font référence sur certains territoires.

Je note que tout ceci n'est pas forcément présent dans la délibération. Je pense qu'un rapprochement avec ces politiques-là, portées par les services d'Etat, ne serait pas un manque, mais au contraire serait un appui intéressant pour pouvoir accompagner les agriculteurs, les éleveurs, les vignerons, les maraîchers ou les arboriculteurs qui souhaitent valoriser leurs produits de manière différente.

Et pour boucler la boucle, je dirais qu'on peut très bien avoir plusieurs schémas de production et de commercialisation. Un schéma de commercialisation courte, via des marchés, avec l'aide de certaines Associations, comme on a déjà sur notre secteur. Je pense notamment à l'association des Marchés Paysans de l'Hérault, qui fait un travail remarquable, qui accompagne des marchés soutenus par la Métropole, qui ne sont pas présents non plus dans la délibération. Terre Vivante également, qui installe des gens qui ne trouvent pas forcément de foncier et qui, pour autant, sont très actifs sur le territoire de la Vallée de l'Hérault.

Bref, il y a, je crois, pas mal d'initiatives. Et il serait bon, je pense, de rassembler toutes ces personnes autour de la table, pour arriver à avoir une vraie politique dans le sens d'accompagner toutes les personnes, et pas forcément que quelques-unes qui sont citées là. Donc si on pouvait mettre trois points de suspension derrière le Comité de Pilotage, la dernière phrase du Comité de Pilotage. Ça me plairait beaucoup. Merci.

**Monsieur le Président**

Madame Touzard.

**Isabelle TOUZARD**

En fait il s'agit là d'une action parmi les très nombreuses initiatives que l'on a lancées dans le cadre de la politique agro-écologique et alimentaire. Des conventions ont d'ores et déjà été signées avec la Chambre d'agriculture, avec le réseau Impact très prochainement. Le réseau Impact regroupe justement les organismes cités : Terres vivantes, Marchés paysans, Terres de lien, etc. Donc nous travaillons déjà très activement avec eux. Ils sont partenaires sur plusieurs types d'actions, que ce soit l'action foncière par exemple, mais aussi sur cette action spécifique de plateforme qui vise à rapprocher professionnels et citoyens. Donc là, c'est vraiment un angle spécifique que l'on présente mais il est loin d'être isolé. Mais je propose en effet que l'on prenne l'occasion au bout d'un an de mise en œuvre progressive de la politique agricole et alimentaire pour refaire un point et redonner une vision globale de l'avancée des différents chantiers mis en place à destination des producteurs – et Dieu sait qu'ils sont nombreux.

**Monsieur le Président**

Ecoutez, moi je partage l'avis de tous les deux, et ce n'est pas démagogique, mais ça me paraît assez logique. C'est une bonne idée que de vouloir faire un point d'étape à un an de la mise en place des protocoles qui ont été précisés par Isabelle Touzard. Les trois points de suspension, je suis d'accord pour les mettre. Ça ne pose pas de problème. Mais ce serait bien de rassembler tout le monde, Monsieur Raymond, vous avez raison. On va fixer ça en janvier- février. Je vous dis février parce qu'au mois de janvier, il y a des vœux pratiquement tous les soirs. En Février, il y a les dix réunions du SCoT, le schéma de cohérence territorial, que je présiderai. Ensuite, à la fin du mois de février-début mars, on a les dix réunions du PLUi qu'on pilotera avec Stéphanie. Donc ça fait beaucoup de réunions. On va dire fin mars.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N°38 : LOGEMENT - ENGAGEMENT DE LA DEMARCHE D'ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2019-2024**

### **Monsieur le Président**

Affaire 38, engagement de la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 PLH. Ca c'est une affaire très importante. La parole est au vice-Président, maire de Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur Noël SEGURA.

### **Noël SEGURA**

Merci Monsieur le Président. Compte tenu des délais nécessaires à l'élaboration d'un PLH, il est en effet proposé d'engager d'ores et déjà la démarche de réélaboration du PLH qui couvrira la période 2019-2024, et ce de manière intégrée et coordonnée avec les démarches en cours pour l'élaboration du projet Métropole Montpellier Territoires, la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi. Ce PLH constituera l'outil de mise en œuvre de la stratégie métropolitaine en matière d'habitat sur la période 2019-2024. Il convient d'indiquer que le PLH 2013-2018 affiche à mi-parcours des objectifs quasi atteints au niveau quantitatif avec 4 900 logements mis en chantier pour un objectif de 5 000 et 27 % de logements locatifs sociaux parmi les logements autorisés pour un objectif de 30 %. Ces résultats sur le plan quantitatif sont accompagnés au niveau qualitatif d'un rééquilibrage du parc social entre ville centre et périphérie. Malgré ces efforts de production, les besoins demeurent toujours importants avec 23 000 demandeurs et un déficit de 14 000 logements locatifs sociaux pour atteindre les 25 % dans les 19 communes concernées par la loi SRU. Partant de ce bilan, le nouveau PLH devra continuer à améliorer l'adéquation entre offre et demande de logements, faciliter les parcours résidentiels, organiser la mixité dans le logement, adapter et valoriser le parc existant et poursuivre la rénovation notamment énergétique du bâti ancien. Il est proposé d'associer à cette élaboration de PLH un certain nombre de partenaires qui participeront à un comité technique de suivi : la CAF, le Conseil départemental, la Région, la SA3M. On a rajouté URO Habitat, par rapport à votre délibération, qui vous avait été fournie, ACM, Hérault Habitat, FDI, la Fédération des promoteurs, Action logement, la CLCV et la Fondation Abbé Pierre.

Ce travail d'élaboration se déroulera sur dix-huit mois environ avec l'appui d'un prestataire retenu dans le cadre d'un marché d'étude. L'objectif est d'arrêter le PLH 2019-2024 avant la mi-mai 2018 et avant une phase de consultation formelle des conseils municipaux et adoption définitive avant fin 2018. Je vous remercie de votre attention.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Segura. Le débat est ouvert. Monsieur Fourcade puis Monsieur Lussert.

### **Jean-Noël FOURCADE**

Merci Monsieur le Président. Le maire de Lattes étant parti, je vais assurer l'intérim. Non je plaisante. C'est une blague.

### **Monsieur le Président**

Comment fait-on ? J'interroge les maires. Que fait-on ? Vous parlez au nom de l'opposition de Lattes et vous ne parlez pas au nom du maire de Lattes. Ne vous inquiétez pas, je ferai chaque fois les calculs. Parce que si je vois que les maires ne sont pas capables de faire les calculs... Non pas que je veuille me mettre à leur place mais dans l'intérêt de l'institution. Vous avez la parole.

**Jean-Noël FOURCADE**

Je souhaitais intervenir sur deux points sur cette affaire. Le premier c'est que cette délibération fait état d'une belle réussite. On en a parlé en commission.

**Monsieur le Président**

Approchez-vous. Approchez-vous du micro.

**Jean-Noël FOURCADE**

Donc je le disais, cette délibération fait état d'une belle réussite puisque les objectifs du PLH 2013-2018 vont globalement être atteints. On atteint la production de 5 000 logements et le processus de rééquilibrage de la construction neuve au profit des communes périphériques semble bien amorcé. Nous pouvons – et les acteurs qui ont contribué à cette réussite également – être fiers de cela. Mais j'ai quand même un regret. C'est que malgré ce bilan collectif très positif, la commune de Lattes aujourd'hui subit les foudres de la Préfecture. On paye une lourde amende car on ne répond pas aux obligations en termes de logements et la commune fait également l'objet d'un arrêté de constat de carence au regard de l'objectif de réalisation de logements sociaux. La commune a un défi à relever et des défis comme ça, la commune en a déjà relevés. En 1963, avec la SAFER débutèrent les études pour la création du village de Maurin. Le domaine agricole de Maurin, à l'époque fut dédié à l'installation des agriculteurs rapatriés d'Algérie, des villages de Novid et Zeralada. Et le choix a été fait de les regrouper dans un hameau plutôt que les disperser dans la plaine de Maurin. Aujourd'hui le village de Maurin est une belle réussite. C'est 4 000 habitants sur la commune. Donc Lattes a déjà répondu présente sur ses objectifs de logements à un autre temps. Donc le défi concernant le logement, la commune va le relever. Mais il ne faut pas le faire n'importe comment. Ça c'était le premier point.

Le second point que je souhaitais aborder, ce sont les quotas de création de logements qui sont imposés à l'échelle communale. Le PLH 2013-2018 prévoyait la réalisation de 2 100 logements sur la commune de Lattes. Donc il y avait plusieurs opérations qui avaient été identifiées dans le PLH pour répondre en partie à ces quotas : Urban Parc, les logements suspendus. Il y en avait dans le diffus. Mais il y avait également la réalisation de 950 logements dans le périmètre des opérations d'aménagement OZ et ODE. Or en l'état, la réalisation de l'opération OZ est différée du fait de la modification des hypothèses de fréquentation de la gare de la Mogère. Et l'opération ODE, quant à elle, comprend une large part de renouvellement urbain à partir de surfaces commerciales déjà bâties et qui doivent muter. Mais cette mutation n'est pas encore opérationnelle. Donc la commune aujourd'hui ne maîtrise pas la programmation et le calendrier de ces deux opérations et se retrouve directement impactée par la non-réalisation ou, on va dire, pas le décalage de la réalisation de ces logements. C'est pourquoi je ne comprends plus la règle des quotas communaux. Il me semble qu'à l'heure où nous travaillons sur un PLU intercommunal, où nous raisonnons en termes de bassin d'emploi, où nous arrêtons les principes de développement de notre territoire dans un schéma d'ensemble – le SCoT – nous devons proposer au préfet de mutualiser une partie des quotas, pas tous mais une partie, et de définir une partie des objectifs de construction à l'échelle de la Métropole et non plus à l'échelle communale. Merci Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Si je vous comprends bien, il faut construire chez les autres.

**Jean-Noël FOURCADE**

J'ai bien dit : la commune va relever ce défi-là. Mais sur les opérations dont on ne maîtrise plus le calendrier ni le foncier ni rien, c'est difficile de répondre pour les autres. Tout simplement.

**Monsieur le Président**

Je vois la nuance. Monsieur Lussert.

**Jean-Marc LUSSERT**

Merci Monsieur le Président de me donner la parole.

**Monsieur le Président**

Monsieur Lussert, Monsieur le Maire, vous la prenez quand vous voulez la parole. Vous le savez.

**Jean-Marc LUSSERT**

Merci. Donc je la prends avec plaisir. Je souhaitais prendre la parole pour dire premièrement que j'étais très favorable à cette délibération. Je crois que ma commune l'a déjà prouvé par rapport à ce qu'elle a accepté. Je voulais simplement pousser un cri d'alarme par rapport à la loi ALUR, la loi de Madame Duflot. Les intentions de cette loi étaient fort louables. Puisqu'il manque des logements dans notre pays, construire des logements et construire des logements sociaux, j'adhère. Par contre, il y a des choses qui ne fonctionnent pas. Cette loi, en supprimant le coefficient d'occupation des sols, et, de fait, en le remplaçant par le coefficient d'emprise au sol, et en supprimant définitivement la notion de surface minimale a tout simplement multiplié la surface de plancher autorisée à construire par trois, quatre, cinq – tout dépend un peu de la morphologie définie dans les différents PLU. Une loi nationale bien sûr prend le pas sur une règle communale, ce que le PLU était jusqu'à là. C'est toujours embêtant d'avoir une espèce d'effet rétroactif dans l'application d'une loi car ça perturbe totalement tous les équilibres prévus dans le PLU, notamment l'équilibre financier. Ce à quoi j'assiste sur ma commune, j'allais presque dire de façon impuissante, c'est que lorsqu'il s'agit de proposer la construction d'un collectif par un promoteur, on me propose un nombre énorme, délirant, de logements, l'idée étant sans doute de faire le plus grand profit possible. Ça donne une augmentation des prix au mètre carré du terrain qui ne me semble absolument pas souhaitable. Et lorsqu'il ne s'agit pas d'un collectif, par exemple quand il s'agit d'une villa, on la voit disparaître et remplacer par quatre ou cinq villas. Disons quatre pour simplifier les calculs. La loi Duflot ayant porté de 20 % à 25 % la quantité de logements sociaux, quand une maison est remplacée par quatre et que, bien sûr, si vous avez mis à 600 mètres carrés l'obligation de produire des logements sociaux, les quatre maisons ne font que 590 mètres carrés. Et à chaque fois que cela se passe, on a rattrapé, si je puis dire, un logement social. Donc si j'en crois les résultats de la commune par rapport au PLH, effectivement, comme disait Jean-Noël Fourcade, nous avons déjà atteint le quota que nous aurions dû atteindre à la fin du plan, c'est-à-dire en 2018. Le léger problème, c'est que ça a juste provoqué une augmentation de la population de 25 %. Donc si on continue comme ça avec les programmes communaux type ZAC et avec cet immense flot de constructions que propose la loi ALUR, d'ici la fin de ce mandat, je crois que la population de Prades va augmenter de 50 %, ce qui n'est pas raisonnable. C'est du n'importe quoi. On n'a pas le temps de construire les infrastructures. Donc je crois qu'il y a urgence. D'où le cri d'alarme. Il me semble qu'il faut rapidement donner les moyens à tous les maires – puisque vous nous avez laissé dans le pacte de confiance, la possibilité d'être trivialement maître chez nous – de reprendre la main. Je propose deux pistes. La première c'est qu'à la conférence des maires, nous ayons une conversation sur ce point-là pour voir si je suis l'unique victime de la loi ALUR ou si tous mes petits camarades sont un peu de mon avis. Donc je vous demande, Monsieur le Président, de le mettre à l'ordre du jour de la conférence des maires. Secondement, je souhaiterais que les services – si vous en donnez la permission – réfléchissent sur la notion de surseoir à statuer, qui serait un moyen extrêmement rapide de réagir pour geler des constructions qui, à mon sens, sont excessives et défigurent un peu nos villages. Voilà, je crois que je vous ai tout dit. Merci de votre attention.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lussert. Ok pour en parler à la conférence des maires. Il n'y a pas de problème. Par contre, sur le surseoir à statuer, vous avez, en tant que maire, la possibilité de le faire, si vous instillez une série de périmètres d'études qui vous permettent de surseoir à statuer sur les quartiers.

**Jean-Marc LUSSERT**

J'entends ce que vous avez dit Monsieur le Président. Cependant, comme nous avons mis en chantier le PLUi, donc sous-entendu tous les PLU, avant la date du 31 décembre, Max nous a bien expliqué qu'on lui devait de l'argent pour la compétence PLU. Et donc si on se mêle dans chaque commune de définir un périmètre d'étude, on fait un peu le travail que nous avons décidé de faire en commun. Et il me semble que vu que l'on a avancé sur ce travail – j'ai participé à maintes réunions et je suppose que c'est la même chose pour mes collègues – la Métropole a, elle, la possibilité d'expliquer qu'elle a mis en place des périmètres d'étude, déjà voté des moyens et que les études sont en cours. Et donc il me semble que ce serait...

**Monsieur le Président**

J'ai compris ce que vous voulez me demander. Vous voulez que ce soit la Métropole qui mette les périmètres d'étude et pas la commune. J'ai compris. Comme ça, c'est le Président de la Métropole le vilain ; il a mis un périmètre d'étude. Comme ça, si on sursoit à statuer, c'est de la faute de la Métropole. J'ai compris.

**Jean-Marc LUSSERT**

Vous me prêtez des intentions que je n'aie pas.

**Monsieur le Président**

Vous pouvez y aller, j'ai l'habitude maintenant.

**Jean-Marc LUSSERT**

Non mais l'idée, c'était qu'on ait une réflexion au niveau des services pour savoir très précisément le droit, le côté juridique.

**Monsieur le Président**

Sur l'aspect juridique, les services vous aideront.

**Jean-Marc LUSSERT**

Par contre, j'assumerai la signature moi-même, pour que vous me la déléguiez comme vous l'avez fait jusqu'à présent.

**Monsieur le Président**

J'entends bien tout ça. Monsieur Rouilleault.

**Henry ROUILLEAULT**

Merci Monsieur le Président. Les questions qui viennent d'être posées par notre collègue Lussert sont extrêmement importantes sur la question de l'urbanisme. Il faut une densification dans un certain nombre de secteurs d'agglomération mais il faut une densification raisonnable. C'est toute la question. Ce qui veut dire qu'il faut sans doute qu'on utilise mieux un certain nombre de variables d'actions, comme l'emprise au sol. C'est tout à fait logique – certaines communes l'ont fait dans des révisions du PLU que j'ai vues passer ici depuis les deux ans que je suis élu à la



Métropole, d'autres ne l'ont pas encore fait – et il est raisonnable que l'emprise au sol ne soit pas la même selon qu'on est à côté du tramway ou qu'on est loin, qu'on est dans un secteur de plateau pavillonnaire avec assainissement collectif ou sans assainissement collectif. Je pense qu'il faut vraiment que l'action sur cette variable soit préconisée dans le SCoT et le PLU.

### **Monsieur le Président**

Merci. Madame Jannin.

### **Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, dans le cadre de la démarche Métropole Montpellier Territoires, nous faisons un certain nombre d'ateliers de travail dans les communes depuis un an. Nous en sommes à la troisième série d'ateliers. Ça fait plus d'une vingtaine de réunions, avec les maires et les élus. Et je les remercie de leur participation car cela nous permet d'aborder la révision du SCoT – schéma de cohérence territoriale – et la mise en place du PLU intercommunal avec une connaissance précise des enjeux et des difficultés aussi. Monsieur Lussert, vous en avez cité quelques-unes mais il y en a d'autres. Evidemment il y a cette problématique de mise en œuvre opérationnelle de la loi ALUR qui, sur le papier, est intéressante mais est, dans la réalité, extrêmement complexe dans toutes les communes quelle que soit leur taille, y compris pour la ville de Montpellier et là je parle en tant qu'adjoindé à l'urbanisme. Donc nous avons identifié un certain nombre de difficultés. Il y en a d'autres. L'enjeu du PLU intercommunal est bien de ne pas être la somme de 31 plans locaux d'urbanisme, tout en respectant les projets et la vision que chaque maire a de sa commune. C'est ce qui est traduit dans le pacte de confiance des maires et en tout cas c'est la règle du jeu avec laquelle je travaille. Je n'ai pas vocation à mettre des périmètres d'étude pour surseoir à statuer dans les communes. En revanche, dès le démarrage de ce travail, quasiment dès notre arrivée en 2014, nous avons proposé aux communes, avec l'appui technique des services, de poser des périmètres d'étude là où elles le souhaitaient pour se donner un temps de réflexion et de sursis à statuer sur tous ces quartiers, notamment pavillonnaires, dans lesquels aujourd'hui, en l'absence de coefficient des sols, il n'y a plus de garde-fou si ce n'est celui que le maire donne et parfois avec difficulté car la loi ne l'accompagne plus là-dedans et c'est compliqué. Donc nous avons effectivement donné ce conseil de poser des périmètres d'étude si certains le souhaitaient pour calmer un peu le jeu de la spéculation dans certains quartiers, en attendant de mettre en place le PLU intercommunal, qui a vocation, commune par commune, à résoudre cette difficulté. Mais attention, ce n'est pas un règlement applicable partout qui va être distillé par la Métropole. C'est bien une réflexion que chaque maire va mener sur sa propre commune, sur l'avenir qu'il souhaite pour tel et tel quartier, tel et tel lotissement. Et ce ne seront sans doute pas les mêmes conclusions pour chaque commune ni pour chaque quartier au sein d'une commune. Donc la tâche est encore longue. On a encore toute l'année prochaine. Nous travaillons sur la révision du SCoT puis la mise en place du PLU intercommunal. En tout cas, je crois que nous avons maintenant un niveau de débat et d'échange sur le sujet qui nous permet d'aller bien en précision sur ces problématiques qui sont complexes et en même temps vitales pour nos territoires et nos habitants. Parce ce dont on parle derrière tout ça et derrière toute cette « technocratie », c'est bien de la qualité de vie des habitants.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame Jannin. Souvenez-vous de ce qu'il s'est passé au début de nos discussions entre maires. Je vous ai dit, moi je vous conseille de mettre en révision les PLU, pas en modification, en révision. De telle sorte que vous puissiez, de façon concomitante, intégrer dans la révision de vos PLU communaux l'ensemble des projets que vous avez défendu pendant les élections municipales et qui vous ont fait élire, quelle que soit la couleur des maires. Ainsi, on peut adapter le PLUi à la demande de chacun des communes, même si au travers du PLU et du schéma

de cohérence territorial, la Métropole se doit d'instiller un certain nombre de partis pris, ici pour la protection de l'environnement, ici pour une zone industrielle, ici pour des zones d'activité, ici pour de l'habitat collectif, ici pour la préservation des zones agricoles, etc. Donc c'est un peu la quadrature du cercle qu'il faut résoudre. Et justement je vous avais dit, prenez les outils que vous avez à votre disposition en tant que maire, c'est-à-dire la révision du plan local d'urbanisme, pour profiter du laps de temps, avant la construction des documents PLUi et SCoT, pour intégrer tous vos projets. Dans ce cadre-là, les périmètres d'étude sont très largement utiles. Je vous rappelle cette discussion que nous avons eue. D'ailleurs, à ma connaissance, et je parle sous le contrôle du Directeur Général des Services, la Métropole a financé un certain nombre d'entre vous pour réviser les PLU.

Avant de voter, je voudrais apporter une petite précision sur la liste des partenaires sur la démarche d'élaboration du PLH. J'ai demandé que soit ajouté URO Habitat parmi les partenaires listés. Comme vous n'avez pas reçu, dans la liste première du Conseil de Métropole, URO Habitat, je vous propose, par cette modification proposée en séance, de l'intégrer de fait à cette liste.

Je fais donc voter la modification. Qui est contre la modification ? Qui s'abstient ?

Maintenant la délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Yvon Pellet, Président de FDI Habitat ne peut pas prendre part au vote. Véronique Demon non plus. Donc ne prennent pas part au vote Yvon Pellet et Véronique Demon. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention, Monsieur Moynier, Maire de Beaulieu. Adoptée.

Merci Monsieur Segura.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention). S'est abstenu : M. A. MOYNIER.*

#### **AFFAIRE N°39 : CONSTRUCTION DE 744 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISES PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 30 NOVEMBRE 2016 ET LE 31 MAI 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

##### **Monsieur le Président**

Affaire 39 : construction de 744 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 30 novembre 2016 et le 31 mai 2018. Il s'agit des autorisations de signature. Madame Illaire, Madame Levy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même, Monsieur Savy et Monsieur Travier ne prennent pas part au vote.

Qui est contre ? Oui, Monsieur Segura.

##### **Noël SEGURA**

Président, je pense que Madame Illaire peut maintenant voter car c'est une jeune retraitée d'ACM et elle n'est plus dans l'organisme.

##### **Monsieur le Président**

On va le vérifier juridiquement. Oui, vous avez raison et Monsieur Travier qui est mentionné là n'est plus membre d'ACM. Il faudra le modifier. Donc Monsieur Travier peut voter, et Madame Illaire sous réserve de précisions juridiques.

Je mets aux voix. Contre. Abstentions. Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix*

*exprimées.*

**AFFAIRE N° 40 : CONSTRUCTION DE CINQ LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « INTERIEUR COUR » - 384/404 ROUTE DE MENDE - MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 40, construction de cinq logements sociaux - Résidence « Intérieur Cour » - route de Mende - FDI Habitat. Qui veut des précisions auprès du rapporteur, Monsieur Noël Segura ? Madame Demon, Monsieur Pellet et Monsieur Segura ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE CINQ LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « INTERIEUR COUR » - 384/404 ROUTE DE MENDE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41, construction de cinq logements sociaux - Résidence « Intérieur Cour » - Route de Mende à Montpellier - FDI Habitat. Toujours pareil. Madame Demon, Monsieur Pellet et Monsieur Segura ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°42 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE QUINZE LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « UN JARDIN CONFIDENTIEL », 51 RUE DE LA MEDITERRANEE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42, Construction de quinze logements sociaux - Résidence « Un Jardin Confidentiel », rue de la Méditerranée. Il s'agit de Nouveau Logis Méridional.

Contre. Abstentions. Adoptée.

Vous m'arrêtez si vous voulez des précisions sur les programmes.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°43 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE DOUZE LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES BOUISSETTES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 43, construction de douze logements sociaux - Rue des Bouissettes à Montpellier. Il s'agit également du Nouveau Logis Méridional.

Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°44 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC "DOMAINE DE CAYLUS", LOT M2 A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 44, construction de 42 logements sociaux - ZAC "Domaine de Caylus", à Castelnau-le-Lez. Il s'agit également de Nouveau Logis Méridional.

Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°45 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ZAC OVALIE, LOT 3CB A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 45, construction de 17 logements en location-accession à la ZAC Ovalie, Promologis.

Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°46 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ZAC DU RENARD, LOT N°160 A BEAULIEU - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 46, construction de 21 logements à la ZAC du Renard à Beaulieu.

« Il faut savoir quitter la peau du lion pour prendre la peau du renard », Bonaparte.

Contre. Abstentions. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°47 : COHESION SOCIALE - POLITIQUE DE LA VILLE - APPROCHES TERRITORIALES INTEGREES - PROGRAMME FEDER 2014 -2020 - CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 47, approches territoriales intégrées, programme FEDER, convention entre la Région Occitanie et la Métropole. Madame Dardé.

**Catherine DARDÉ**

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous sommes dans le cadre du Contrat de Ville, dans ce que nous appelons l'approche territoriale intégrée, c'est-à-dire la participation des fonds du FEDER à la mise en œuvre du contrat ville. Il s'agit donc de mobiliser des fonds européens pour la réalisation d'actions prédéfinies, réalisées dans les quartiers au bénéfice des habitants, et ce pour la période 2014-2020. C'est donc bien dans le cadre de la complémentarité et dans la logique du contrat ville que nous nous situons. Je vous rappelle que nous avons signé le contrat ville en 2015 et l'avenant opérationnel en juillet 2016. La Métropole et ses services ont répondu à l'appel à projets lancé par la Région. Le dossier de candidature a été déposé en juillet 2015 selon le planning qui avait été imposé. Ce dossier était relativement important puisque nous avons rempli vingt fiches projet pour les quartiers de la politique de la ville réalisables dans la période 2015-2020. Ces projets représentent 30 millions d'euros d'investissement prévus sur les cinq ans par les collectivités et les bailleurs et 9,3 millions d'euros étaient sollicités au titre des crédits européens.

Je vous rappelle les objectifs contenus dans le dossier ATI : garantir l'accès de tous aux services grâce au numérique, mettre le projet Cité Intelligente au service des habitants dans les quartiers, promouvoir l'emploi dans ces quartiers, agir sur le cadre de vie, permettre l'insertion professionnelle des habitants, lutter contre la précarité énergétique et inclure les habitants dans la dynamique métropolitaine.

Nous avons plus précisément répondre aux deux axes suivants du FEDER : investir durablement dans la croissance intelligente et favoriser l'approche urbaine intégrée. En septembre 2016, un projet de convention de délégation de tâche a été adressé par la Région à la Métropole. Ce projet de délégation de tâche permet de désigner la Métropole comme organisme intermédiaire de l'autorité de gestion qu'est la Région. Le montant du FEDER qui nous a été notifié pour les douze quartiers de la politique de ville représentant plus de 50 000 habitants et de 2 052 997 euros. Au regard des forts enjeux en matière de politique de la ville et notamment du poids démographique de nos douze quartiers prioritaires de la Métropole, l'autorité de gestion et l'organisme intermédiaire pourront réétudier – nous le souhaitons vivement – le montant de l'enveloppe théorique lors de la révision qui aura lieu à mi-parcours du programme opérationnel, c'est-à-dire entre 2014 et 2020. Bien sûr, un bilan d'étape sera réalisé chaque année pour l'application de cette convention signée avec la Région. Il vous est donc demandé d'approuver ce projet de convention de délégation de tâche, sans subvention globale, puisque ce sera en fonction des projets, et d'autoriser le Président à signer cette convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Dardé. Qui demande à s'exprimer ? Mme Bouallaga.

**Sabria BOUALLAGA**

Ca vous fait sourire visiblement Monsieur le Président que je prenne la parole. Tant mieux. Madame Dardé, j'avais posé un certain nombre de questions pendant la commission parce que j'avais été interloquée par le fait que cette subvention avait été largement diminuée. J'aimerais

quand même attirer votre attention sur le fait qu'on est passé de 9 millions d'euros à 2 millions d'euros. Donc ce sont des subventions qui sont allouées pour les quartiers populaires. Montpellier représente douze zones ZSP pour lesquelles nous sommes éligibles pour ce genre de subventions. Vous m'avez indiqué que ce n'était pas immuable parce que ça pouvait être révisé. J'ai aussi souhaité savoir si nous avions des comparatifs avec d'autres villes de la Région. Si je ne me trompe pas, Montpellier est l'une des villes qui compte le plus de ZSP. J'aurais voulu avoir un comparatif pour voir si on est à juste titre subventionné ou pas. Cette réponse, je ne l'ai pas encore eue. Peut-être que vous l'avez eue, Madame Dardé. Là aujourd'hui, ce que j'aimerais faire, c'est attirer votre attention sur le fait que ces subventions sont allouées pour les quartiers populaires. Ce que je déplore aujourd'hui, c'est que justement on est passé de 9 millions d'euros à 2 millions d'euros, ce qui représente qu'un quart de la somme, qui est triennale et qui peut peut-être être réévaluée l'année prochaine, ce que j'espère. Mais on ne peut pas supporter, avec douze ZSP, une somme aussi minuscule. 9 millions d'euros, c'est pour moi le minimum requis. Je crois que nous avons été plusieurs en commission à soulever ce point. Je pense, Madame Dardé, que vous êtes encline à ce que je dis et que vous êtes tout à fait sensible aux quartiers populaires. Douze zones ZSP, 2 millions d'euros, c'est une goutte dans la mer. Il me semble que les 9 millions d'euros sont plus que nécessaires. Et je pense qu'il faudra aller les chercher et peut-être aller chercher plus si nécessaire. Merci.

### **Monsieur le Président**

Madame Dardé, et puis je dirai un mot de réponse à Madame Bouallaga qui pose une question extrêmement précise et subtile, qui demande une réponse subtile, sans pour autant nous fâcher avec nos partenaires. Mais il faut dire la vérité aux Français. Vous avez raison.

### **Catherine DARDÉ**

Vous soulignez effectivement que par rapport aux précédents FEDER...

### **Sabria BOUALLAGA**

Madame Dardé, ma remarque va paraître complètement dérisoire mais mon nom c'est Bouallaga, B-O-U-A-L-L-A-G-A. C'est très important pour moi parce que mon nom, comme tous les noms de famille, a une histoire. Donc c'est Bouallaga, Bouallaga. Mon grand-père est décédé en 1979 sur les terres françaises et je porte son nom fièrement. Et c'est Bouallaga, pas Bouillaga. J'ai du respect pour les Bouillaga mais moi, c'est Bouallaga.

### **Catherine DARDÉ**

Je suis désolée si j'ai déformé votre nom. Ce n'était pas du tout volontaire. Je voulais dire que vous avez souligné qu'effectivement, le montant du financement qui nous est octroyé dans le cadre des fonds FEDER par la Région, qui est désormais délégataire de ces fonds, est relativement inférieur à ce que nous avons eu les années précédentes, enfin dans le précédent financement FEDER. Je rappelle qu'effectivement, dans le cadre du FEDER précédent, il y avait trois sites qui étaient éligibles et donc c'était 15 millions d'euros répartis sur trois sites, ce qui faisait 5 millions d'euros par site. Aujourd'hui, pour le FEDER à partir de 2014, il y a 25 millions d'euros mais 14 sites. Donc notre délégation est très nettement inférieure bien que nous représentions un nombre volume de population puisque nous avons effectivement douze quartiers qui sont concernés. Alors vous soulignez à juste titre que cette délégation, octroyée désormais par la Région, est insuffisante. Je ne peux qu'aller dans votre sens. Je rappelle quand même que nous avons mis en œuvre et demandé que dans cette convention, il y ait une possibilité de réétudier le montant de l'enveloppe à mi-parcours, ce que nous ferons bien-sûr avec tous les éléments nécessaires. Mais si vous avez, Madame, des possibilités de convaincre la Région de pouvoir nous octroyer beaucoup plus d'argent

pour ces quartiers prioritaires qui le justifient, et pour la population qui le justifie, je ne pourrai que vous accompagner dans cette démarche.

### **Sabria BOUALLAGA**

Je vais juste dire une phrase qui va pouvoir résumer ce que j'ai dit. Il est hors de question, mais alors hors de question, que les gens qui habitent dans les quartiers populaires soient les otages des institutions. C'est clair et net. Il faut de la transparence, de la clarté et de l'équité. Il est hors de question que les gens des quartiers populaires soient pris en otage. Et ce genre d'affaire pourrait le signifier. Et je vais le surveiller de très près. Nous, en tout cas, le groupe Libres et Humanistes, nous allons le surveiller de très près.

### **Monsieur le Président**

Ne vous inquiétez pas, je suis aussi libre que vous, aussi humaniste que vous et je vais le surveiller de très près comme vous. J'ai d'ailleurs déjà écrit à Madame Carole Delga, Présidente de Région parce que...

Madame Frêche et puis je vous répondrai à la fin.

### **Julie FRÊCHE**

Excusez-moi. Sans rentrer dans la politique, quand même, les approches territoriales intégrées, c'est une innovation de cette nouvelle génération des programmes opérationnels européens. Ca ne veut pas dire que sur un autre projet au titre de la politique de la ville, vous puissiez, au titre du FEDER, piocher dans les crédits de droit commun. C'est-à-dire que les approches territoriales intégrées, c'est vraiment une innovation de cette génération mais ce n'est pas la totalité des fonds FEDER. On ne peut pas comparer les approches territoriales intégrées avec les fonds FEDER qui avaient été alloués à la Communauté d'Agglomération sur la dernière génération. Après, je suis d'accord avec vous, ces quartiers doivent être largement dotés pour mener des politiques ambitieuses.

### **Monsieur le Président**

Bien. Il faut que vous sachiez que j'ai écrit à Madame Delga sur ce sujet. Ca fait à peu près un mois. Parce que quand vous dites que les habitants des quartiers populaires ne peuvent pas être pris en otage par les institutions, vous n'intégrez pas, dans les institutions, la Métropole. Parce que nous n'avons pas la compétence d'attribution des fonds qui transitent par la Région. Donc vous pointez du doigt la Région. Moi, j'ai de bonnes relations avec la Région, enfin avec la Présidente. D'ailleurs je l'ai invitée à déjeuner en tête-à-tête le 14, dans mon bureau. Et elle a dit oui, tout de suite. La question que vous posez fera partie de la liste des questions que nous aborderons.

Sur les douze quartiers prioritaires, il est évident que nous devons glaner le maximum de subventionnements pour conduire à bien les projets. Donc je partage votre point de vue sans aucun problème et ce sera l'un des sujets de la rencontre que j'aurai le 14 avec Madame Delga, parmi une dizaine d'autres sujets que j'aborderai avec elle, en dehors de toute administration, de tout cabinet et de tout témoin mais avec un ordre du jour.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°48 : COHESION SOCIALE - CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES AUX ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV) POUR L'ANNEE 2016 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 48, contrat de ville, attribution de subventions. Qui demande des précisions à Madame Dardé ? Madame Dray-Fitoussi, Présidente de la mission locale ne prend pas part au vote et au débat.

Pour. Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N°49 : COHESION SOCIALE - ASSOCIATION INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION WEB@WORK - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 49, association Informatique Plus, chantier d'insertion. 15 000 euros de subventions. Qui veut des précisions auprès de Madame Dardé ? Monsieur Petit et Monsieur Pastor.

**Eric PETIT**

Je sais que je ne représente pas grand-chose dans cette assemblée mais je vais quand même essayer de m'exprimer en tant qu'élus de la République sur ce sujet. Je suis pour l'insertion professionnelle.

**Monsieur le Président**

Quand votre maire est là, ça ne me gêne pas que vous parliez, ça veut dire qu'elle est d'accord. Mais quand elle n'est pas là, ça me gêne.

**Eric PETIT**

C'est ça. On ne peut pas être bicéphale, ni monocéphale. D'accord. Ok. Non mais c'est bien noté. Ça s'appelle de la démocratie.

Donc pour revenir sur l'affaire 49, Madame Dardé, je suis pour l'insertion par l'économie et la formation, surtout sur les quartiers défavorisés de notre Métropole. Ceci dit, je m'interroge un tout petit peu sur la pertinence des formations qui sont aujourd'hui assurées. Dans le cadre de cette affaire, c'est, à ma connaissance, la quatrième école de ce type qui va être subventionnée par des fonds, en général de l'Etat, puisque la DIRECCTE finance ce projet pour plus de la moitié. Et ce qui m'embête un tout petit peu c'est qu'on a la même école à Lunel, à Mende. L'affaire 74, que je sache, consiste également en une action avec Face Hérault et l'école Simplon. Donc on est en train de multiplier un certain nombre de formations qui sont globalement équivalentes. Ma problématique est de savoir si à terme, à force de former 42 500 personnes sur les mêmes choses, on ne va pas saturer un petit peu le marché. C'est un petit peu ma profession. Je connais un peu les acteurs dans le numérique. Il y a pas mal de gens qui travaillent sur ces secteurs-là et aujourd'hui, c'est quand même un secteur qui est un peu compliqué au niveau de l'embauche et du travail. Donc je m'interroge sur la pertinence des formations. J'aurai quand même une question de base sur un point qui n'est pas précisé sauf si j'ai mal vu, à savoir la durée du chantier en cours. Le budget s'applique-t-il sur ce chantier-là, donc a priori pour un an et douze postes. Pour information, un budget de 300 000 euros sur douze postes correspond à 25 000 euros par poste en formation, ce qui me paraît un petit peu excessif par rapport à ce type de formation. Donc je voterai pour cette



délibération car c'est important de pouvoir fournir aux personnes qui en ont besoin une formation la plus professionnalisante possible mais au final, une personne formée doit pouvoir trouver du travail. Et j'ai peur qu'à terme, cela produise plus de chômeurs que de gens salariés.

**Monsieur le Président**

Madame Marion.

**Chantal MARION**

Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur Petit, on en a parlé souvent, je ne vais pas vous rappeler le taux de chômage sur notre Métropole. Lorsque la French Tech a connu l'essor qu'elle a connu, les entreprises qui voulaient recruter ont eu un gros problème de recrutement. Elles ont recruté à l'extérieur de la Métropole. Ces écoles que nous vous proposons vont permettre justement de donner des formations à des personnes issues des quartiers prioritaires qui seront ensuite recrutées par les start-ups ou les entreprises de la Métropole, sachant qu'en plus, des stages sont organisés dans ces entreprises ; des stages formateurs qui justement vont permettre parfois aux entreprises de recruter directement les personnes qu'elles vont former. Donc je crois que pour l'instant, nous ne sommes pas saturés. Loin de là. Je crois que la création de cette école sera bien appréciée par les entreprises du numérique et également par les personnes des quartiers prioritaires qui ont besoin de ce genre de formations, qui ouvrent au numérique mais dans différents domaines. Vous le savez comme moi Monsieur Petit, on parle souvent de numérique tous les deux en commission de développement économique.

**Monsieur le Président**

Madame Dardé.

**Catherine DARDÉ**

Monsieur Petit, je voudrais quand même souligner que vous parlez tout le temps de formation. Nous sommes dans des chantiers d'insertion, c'est-à-dire que les personnes sont mises dans des situations d'accompagnement vers l'emploi et que ces chantiers d'insertion débouchent vers des créations d'emploi. Tous les chantiers d'insertion que nous avons financés jusqu'à présent à la Métropole affichent un pourcentage de réalisations, de créations d'emplois et de mises sur le marché du travail relativement important.

Je rappellerai que 40 % de jeunes des quartiers prioritaires sont au chômage. Je pense qu'on ne peut pas se permettre aujourd'hui de considérer que ce genre d'action n'est pas utile. Quand on met même douze jeunes sur le marché du travail en accompagnement, même si ce n'est pas suffisant, ça me paraît essentiel. Et ce domaine des compétences du web est un domaine où, comme l'a dit Chantal Marion, nous allons vers des possibilités de recrutement. Je vous donnerai en fin d'année le nombre d'emplois créés dans le cadre des chantiers d'insertion accompagnés par la Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Monsieur Pastor.

**Gilbert PASTOR**

Merci Monsieur le Président. Je connais bien cette entreprise. Elle est basée à Castries. Informatique Plus. Ça fait plusieurs années qu'on participe à son fonctionnement. J'invite ceux qui se posent des questions à venir le voir. D'une part, ils ont un taux de réussite de placement des gens qui ont été formés très élevé. Il est au-dessus de 50 %. Par ailleurs, j'invite mes collègues qui ont des ordinateurs un peu dépassés ou autres à les leur amener parce qu'ils les récupèrent, ils les reconditionnent, ils les revendent à des gens en difficulté à des prix défiant toute concurrence.

Vous pouvez avoir un ordinateur, l'imprimante et tout le reste, pour cent euros. Et même en général en fin d'année, ils font des dons d'ordinateurs avec l'aide des CCAS des communes pour donner les moyens d'accéder à Internet à des familles qui n'auraient pas pu s'acheter cela. Donc là, on parle que de l'école mais il y a toute une face cachée de cette entreprise qui est occultée dans cette délibération mais que je tenais à rappeler pour montrer le travail formidable que fait cette entreprise. Alors bien entendu, je voterai cette délibération des deux mains et j'invite ceux qui le veulent à venir à Castries voir le travail qu'ils font.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Pastor.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°50 : COHESION SOCIALE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITE SOCIALE "REMISE EN ETAT DE BERGES FLUVIALES DU TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

**Monsieur le Président**

Affaire 50, chantier d'insertion et d'utilité sociale, remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des explications particulières auprès de Madame Dardé ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°51 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - FOURNITURE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS FIXES, MOBILES ET PRESTATIONS ANNEXES - COMMANDE AUPRES DE L'UGAP - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 51, fourniture de services de télécommunication fixes, mobiles et prestations annexes. Qui demande des explications à Madame Guiraud, maire de Saint Jean de Védas ? Madame Guiraud, dites-nous un mot sur les téléphones ?

**Isabelle GUIRAUD**

Alors ça, c'est une délibération qui va être chère au cœur de Max Levita, puisqu'il s'agit, mon cher Max, de faire beaucoup d'économies grâce à l'UGAP. Il s'agit de fournir des services de télécommunications fixes et des prestations annexes auprès de l'UGAP pour un montant estimatif de 58 000 euros hors taxes, ce qui représente une réduction de 27,5 %. Je pense que Max, pour le budget à venir, cela va réjouir ton cœur. Et ensuite, pour les prestations de service de communications mobiles, l'UGAP met à disposition un dossier de marché subséquent issu d'un accord cadre relatif à cette prestation. Donc il y aura le paiement de droits d'entrée d'un montant de 6 042 euros. Ce montant estimatif est de 15 000 euros hors taxes par an, ce qui représente un écart de 70 % par rapport au marché actuel, soit une économie annuelle de 35 000 euros hors taxes. Donc si tu ne sais pas où mettre les économies, mon cher Max, je saurai te conseiller très utilement. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Guiraud. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°52 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE  
METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE  
SECRETARIAT GENERAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 52, Métropole-ville de Montpellier, création d'un service commun de secrétariat général.  
Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

On continue la mutualisation. Là c'est entre la ville de Montpellier et la Métropole au niveau du secrétariat général.

Je voulais juste rajouter quelque chose mais qui n'a rien à voir avec la délibération. Avant de venir tout à l'heure, avec Domitien Détrie, nous étions en réunion avec des DRH de communes. Je leur ai dit « enrichissez-vous de vos différences ». C'est assez extraordinaire, mes chers collègues, la façon dont on sait, ou dont on ne sait pas, appliquer les règles du statut de la fonction publique territoriale. J'ai l'impression qu'il y a 31 interprétations de certains textes. Mais là, je pense que ça progressera. Donc là, on fusionne les secrétariats, tout ce qui tourne autour de la gestion des conseils en particulier.

**Monsieur le Président**

Merci. Qui demande des explications ? Monsieur Domergue et Madame Brissaud.

**Jacques DOMERGUE**

On va poser la même question. Ca concerne combien de personnes ?

**Monsieur le Président**

Une !

**Pierre BONNAL**

Non, environ une trentaine. Qui a dit un autre chiffre ?

**Monsieur le Président**

Il n'y a qu'une directrice mutualisée. Il n'y a pas trente directeurs.

**Pierre BONNAL**

Non. Monsieur le Président, je vous renvoie à la question 53 qui concerne les changements de libellé de poste. Ca c'est le début de l'opération. C'est pour ça que ma réponse est « globalement une trentaine ».

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Mon vote sera cohérent avec celui de la semaine dernière à la ville. Je ne suis pas du tout contre la mutualisation. Il n'y a pas de souci. Mais je considère que jusqu'à présent, la mutualisation qu'on a faite entre la ville de Montpellier et la Métropole n'a conduit à aucune économie. Et je considère quand même que le fait de fusionner certains services pourrait amener à faire des économies. Je ne parle pas de se débarrasser des fonctionnaires et des agents qui travaillent au quotidien et comme vous l'avez rappelé tout à l'heure, qui travaillent très bien. Ce n'est pas le sujet. Mon propos est de dire que quand on a deux secrétariats qui fusionnent, on pourrait proposer à certaines personnes de participer à d'autres missions, peut-être sur la base du volontariat ou sur la base d'une gestion des ressources humaines efficaces. Dans tous les cas, aujourd'hui, on ne voit toujours pas d'économies réalisées grâce au transfert des compétences et des charges.

**Pierre BONNAL**

Je pense que l'on vous a déjà répondu sur ce système-là. Je pense que vous faites l'erreur – et je vous l'ai déjà dit – de croire qu'en claquant des doigts, nous allons supprimer des postes. Non, ça ne marche pas comme ça. La gestion, ne serait-ce que la gestion de cette assemblée, doit être menée à bien. Il faut toujours autant de monde. La gestion du Conseil à Montpellier, c'est exactement la même chose. Je pense qu'il faut donner un peu de temps au temps. Ça vient. Peu à peu, ça vient.

**Anne BRISSAUD**

Mais on peut faire des plans. C'est-à-dire qu'on peut prévoir et avoir une stratégie, à court, moyen et long terme de réduction du personnel dans certains services et maximisation d'autres services, quelque chose qui soit cohérent avec la politique développée par la Métropole. C'est tout. Je ne dis pas que ça doit se faire tout de suite. Je dis qu'il faut le prévoir.

**Pierre BONNAL**

Je suis d'accord avec vous. Je vous propose un rendez-vous, avec Monsieur Détrie et moi-même ainsi que tous ceux qui veulent venir. Je pense qu'on vous parlera un peu plus de stratégie en matière de RH.

**Anne BRISSAUD**

Avec plaisir. D'ailleurs c'est un domaine professionnel que je connais particulièrement.

**Monsieur le Président**

Allez-y Monsieur Bonnal, on a le temps. On n'est pas pressé. Faites une réponse qui soit complète. Si vous devez avoir une petite discussion en aparté avec Madame Brissaud, allez-y.

**Pierre BONNAL**

Merci. Je vous en rendrai compte.

**Anne BRISSAUD**

J'accepterai cette rencontre.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 52. Contre. Une abstention. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention). S'est abstenue : Mme A. BRISSAUD.*

**AFFAIRE N°53 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Affaire 53, modification du tableau des emplois et des effectifs. Qui veut des explications auprès de Pierre Bonnal ?

Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°54 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 54, régime indemnitaire, modalités d'attribution de la part complémentaire.

**Pierre BONNAL**

C'est ce que nous votons régulièrement chaque année. Ca a été présenté au comité technique et on le repasse tous les ans.

**Monsieur le Président**

Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°55 : RESSOURCES HUMAINES - MARCHE N°4476RH16 D'ACQUISITION DE TITRES RESTAURANT POUR LE PERSONNEL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55.

**Pierre BONNAL**

Les tickets restaurant.

**Monsieur le Président**

Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

**Pierre BONNAL**

Merci.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°56 : CULTURE - MANIFESTATION "LA METROPOLE FAIT SON CIRQUE" - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 56, culture, manifestation « la Métropole fait son cirque », affectation de subventions. Qui demande des explications auprès de Bernard Travier, vice-Président ? Bernard, donnez-nous quelques explications parce que c'est important quand même le cirque.

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, je rappelle que ce sont des crédits qui ont déjà été votés dans le cadre du budget prévisionnel mais qu'il faut affecter par subvention. Cette année, la Métropole a changé de nom. Elle s'appellera « la Métropole fait son cirque ». Elle collabore avec les quatre écoles de cirque qui sont sur le territoire de la Métropole – les trois pardon – et le pôle cirque d'Alès. Il y a Balthazar, Zepetra, Kerozen et Gazoline. J'ajoute que nous avons ouvert une collaboration avec l'école de cirque de Toulouse – le Lido - qui entre tout à fait dans le projet de collaboration entre les villes de Montpellier et de Toulouse.

**Monsieur le Président**

Pouvez-vous me refaire la liste ? Vous êtes allés trop vite. J'ai Balthazar.

**Bernard TRAVIER**

Il y a également Zepetra à Castelnau et Kerosen et Gazoline à Saint Jean de Védas. Ce sont les trois écoles de cirque de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Parfait. Je mets aux voix. Contre. Abstention. Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°57 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION AVEC LA COMMUNE DE GRABELS POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMEDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 57, réseau des médiathèques, convention de coopération avec la commune de Grabels pour la mise en place du passeport multimédia. Qui demande des explications à Bernard Travier ?

Contre. Abstention. Adoptée.

Bernard, pouvez-vous nous dire un petit mot sur la belle exposition qui va avoir lieu à la médiathèque Emile Zola, sur Gaston Baissette à la fin de l'année.

**Bernard TRAVIER**

Il y a effectivement une exposition importante qui va être organisée à la médiathèque grâce à l'équipe de la médiathèque centrale. Je n'ai pas encore eu le privilège de voir les documents qui vont être exposés. Mais j'en suis très heureux parce que j'ai, à titre personnel, très bien connu Gaston Baissette et son épouse qui était avocate au Barreau de Paris. Lorsque j'étais étudiant, je travaillais dans une librairie et il s'y rendait régulièrement. Et ils furent tous les deux extrêmement sympathiques avec moi durant des années. Donc j'en garde un très bon souvenir et je suis vraiment très heureux que cette exposition ait lieu car elle permettra de revisiter une œuvre importante pour notre Région et une œuvre de qualité sur le plan littéraire. Je rappelle que Gaston Baissette habitait

à Montaud et que Monsieur le Maire de Montaud est très soucieux de ce qui peut se produire autour de Gaston Baissette. Et nous devons aussi remercier Monsieur Gudin de Vallerin qui a sauvé in extremis un certain nombre de documents très importants qui concernent et Gaston Baissette et son œuvre.

**Monsieur le Président**

Et on peut remercier la famille aussi qui a cédé en 2012 l'ensemble des essais, des poésies, des romans de Gaston Baissette, ainsi que son épouse décédée aujourd'hui, Jacqueline Baissette, qui a siégé longtemps dans les commissions patrimoniales du patrimoine et des sites au niveau Régional, ainsi qu'au sein du conseil d'administration du CAUE. Je dis ça pour les conseillers départementaux. Cette exposition donnera un éclairage sur la production de Gaston Baissette, à la fois sur l'histoire du pays de Montpellier bien sûr, mais également sur son engagement médial et dans la résistance. C'est une magnifique exposition. Je serai avec vous Monsieur Gudin pour l'exposer avec Bernard Travier.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°58 : CULTURE - RENOVATION DU THEATRE DU HANGAR - APPROBATION DU PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DETAILLE, DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - AUTORISATION DU LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR L'ATTRIBUTION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE ET DE CONSULTATIONS POUR LES PRESTATIONS ANNEXES**

**Monsieur le Président**

Affaire 58, rénovation du Théâtre du Hangar. Ca c'est fondamental. Alors Bernard, vas-y, explique-nous tout sur le théâtre du Hangar. Comment ça va se passer ? Avec qui le théâtre va-t-il travailler ? Où en sommes-nous ?

**Bernard TRAVIER**

Voilà une bonne nouvelle pour le Théâtre, puisque, Monsieur le Président, vous et moi traversons une période un peu difficile sur le plan théâtral, puisque la presse ne nous a pas ménagés depuis à peu près un mois. Mais pas sur ce sujet...

**Monsieur le Président**

Non... Ce n'est pas possible.

**Bernard TRAVIER**

Si. Je suis très chagrin de tout ce qui se passe.

**Monsieur le Président**

Non. Il ne faut pas s'inquiéter. Ça va, ça vient.

**Bernard TRAVIER**

Je fais face.

Donc pour ce qui est du Théâtre du Hangar, c'est parfaitement positif...

Pour le moment, on ne nous a pas rendus responsables d'éventuelles malfaçons qui affecteraient les travaux du Théâtre, parce que pour le reste, je suis responsable de tout. On en parlera si vous le souhaitez. Alors le Théâtre du Hangar, vous le savez, c'est un lieu formidable qui est à proximité de l'ancienne Maternité. Et nous avons pris l'engagement de le rénover et de le rendre à ceux qui font profession de théâtre.

La phase 1 des travaux a été achevée en 2015. Pour que ce lieu soit géré correctement, nous avons demandé à Gildas Milin, qui est le Directeur de l'ENSAD, de s'en occuper, ce qu'il fait à la satisfaction de tous. Donc première phase terminée.

Maintenant, nous nous attachons à la seconde phase, qui consiste à rénover et remettre totalement en service le Théâtre. La première phase, c'était les infrastructures, nettoyer, vérifier les réseaux, etc., etc. Tout ça a été fait.

La seconde, c'est la remise en service totale, pour qu'il soit dynamique comme nous le souhaitons, que ce soit un lieu de travail pour les élèves de l'ENSAD, pour les élèves du Conservatoire, puisque nous avons recréé la Classe d'Initiation au Théâtre. Et je rappelle que le Ministère de la Culture a renouvelé le Label du Conservatoire à Rayonnement Régional, décision d'août qui a été portée à notre connaissance au mois de septembre, à fin septembre, pardon.

Donc lieu ouvert à ceux qui étudient et à ceux qui font profession d'acteur. Les compagnies Régionales pourront retravailler dans ce lieu.

Et enfin, lieu de spectacle, ce qui a déjà été le cas pendant l'été et en particulier aux mois de juin et de juillet. Donc la surface exploitable sera de 1 000 m<sup>2</sup>, une salle de diffusion de 320 m<sup>2</sup> qui sera modulable – 320 m<sup>2</sup>, je l'ai dit – et une salle de diffusion et de création de 150 m<sup>2</sup> et une salle de pratique théâtrale de 160 m<sup>2</sup>. Donc le Hangar redevient un Pôle d'enseignement et de diffusion de l'art dramatique.

Pour ce qui est du programme fonctionnel, le montant des travaux est évalué à 1,8 million d'euros, pour un budget prévisionnel global de 2,5 millions d'euros. Ouverture au public si tout va bien : fin 2018. Donc il n'y en a plus pour très longtemps.

Par ailleurs, il faut autoriser l'engagement de la procédure de désignation du maître d'œuvre pour réaliser cette opération. Voilà. Donc il faudra aussi lancer les procédures d'appel d'offres. Mais tout ça est dans les tuyaux et se déroule bien. En ce lieu, ce qui n'est pas le cas partout. Malheureusement.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Travier. A la fin du mandat, nous aurons construit un Conservatoire à rayonnement Régional, un Centre d'Art Contemporain, des Archives Municipales avec un Musée de la Déportation et de la Résistance et un Théâtre.

### **Bernard TRAVIER**

Et très certainement mis en réseau les Ecoles de Musique de la Métropole, du moins celles qui le voudront.

### **Monsieur le Président**

Ça, c'est pour la construction.

### **Bernard TRAVIER**

Nous avançons à grands pas.

### **Monsieur le Président**

Ça, c'est pour la construction. Et je parlerai une autre fois avec Bernard du fonctionnement. Ecoutez, c'est pas mal, pour une petite Métropole, non ? Regardez les autres Métropoles, ce qu'elles construisent en termes d'équipements culturels. Et vous verrez qu'avec nos 126 millions d'euros d'investissements d'ici la fin du mandat, nous sommes, après Paris, la première Métropole à investir dans les équipements culturels. Et ça, c'est fondamental. Madame Brissaud.



**Anne BRISSAUD**

Une remarque, parce que je suis allée consulter sur le site Internet, le site du Théâtre du Hangar : et il semblerait que le lien ait subi un souci -on va dire ça comme ça – et qu’il faille rénover aussi le lien vers le site, puisque le site aujourd’hui est en chinois et qu’il vante les produits de beauté. En fait, quand on fait la traduction, on se rend compte que ce n’est pas du tout le Théâtre du Hangar.

**Bernard TRAVIER**

On va le signaler.

**Anne BRISSAUD**

Via le site de la Métropole.

**Bernard TRAVIER**

On va le signaler immédiatement.

**Monsieur le Président**

Oui, vous avez bien fait de le signaler, Madame Brissaud.

**Bernard TRAVIER**

Oui, oui.

**Monsieur le Président**

On va s’en occuper.

**Bernard TRAVIER**

Je ne savais pas.

**Monsieur le Président**

On va s’en occuper.

Bon, de toute façon, ceux qui veulent s’inscrire pour les cours d’art dramatique, ils sont les bienvenus. Il y en a qui ont des facilités naturelles. Ils pourront sans doute sauter les premières classes allégrement. Et en parlant de théâtre, je saute vers le cinéma.

**Bernard TRAVIER**

Ça marche. Très bien.

**Monsieur le Président**

Et merci à Aurélie Filippetti, Présidente de Cinemed. Merci à Isabelle Adjani, qui est venue présenter son film, Carole Matthieu, formidable film. Je vous invite à le regarder. Merci à Yamina Benguigui, qui est venue également et merci à Laetitia Casta, qui sera là samedi et que je rencontrerai... Sergi Lopez, oui, et les frères Larrieu. Et Laetitia Casta que je rencontrerai samedi après-midi à 17 heures, avec Marie-Hélène Santarelli.

**Bernard TRAVIER**

Hier après-midi, Monsieur le Président, salle comble, à 16 heures, pour le film tunisien. Salle comble pour les frères Larrieu. Et énormément de jeunes dans les salles. Voilà. Et un très beau film tunisien, hier après-midi à 16 heures.

**Monsieur le Président**

Madame Frêche.

### **Julie FRECHE**

Rapidement, je profite, Monsieur le Président, de votre intervention sur le bilan des équipements culturels. J'imagine que lorsque vous parlerez du fonctionnement et de la mise en réseau de la compétence culture, vous évoquerez la stratégie qui sera mise en place par la Métropole, une fois qu'elle aura récupéré – mais je ne sais pas où ça en est – la compétence culture au Département. Voilà. Et de voir si on suit, notamment, la voie du Festival de Marseille, avec un grand Festival unique, multidisciplinaire. Voilà. J'imagine que vous profiterez de ce moment pour nous dire de prendre de la hauteur vis-à-vis de la prise de compétence du Département, ce sur quoi, d'ailleurs, je suis d'accord.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup de votre intervention. Un Festival unique, *why not*. Mais je tiens quand même à garder toutes ces chapelles qui arrivent à fonctionner parce que, justement, elles sont basées autour de personnes particulières qui les font vivre. Le Festival de Danse, c'est Jean-Paul Montanari. Le Festival de Radio France, chaque année, c'est le Festival de Radio France. Le Théâtre du Hangar, ce sera le Théâtre du Hangar, lié au Conservatoire à l'Enseignement de l'Art Dramatique. Et si on mettait tout ça sous un chapeau général, qui couvre, d'un seul terme générique, toutes ces disciplines, moi, personnellement, il me manquerait quelque chose.

### **Bernard TRAVIER**

Il y a autre chose qu'on peut souligner. C'est que ces manifestations ont une histoire, et une histoire qui ne remonte pas à hier matin, puisqu'on fête, suivant les lieux, 38 ans, 31 ans, 37 ans. Je crois que Montpellier Danse, c'est 38, etc. Donc c'est une vision qui est bien évidemment intéressante, à laquelle il faut réfléchir : mais il faut le faire avec beaucoup de délicatesse, parce que vous avez pu remarquer que le public de Montpellier est un public qui sait, qui connaît, qui connaît et qui peut parfois se révolter et réagir dans un sens où on ne l'attendait pas. C'est le cas de l'Opéra. C'est le cas ailleurs.

### **Monsieur le Président**

Julie.

### **Julie FRECHE**

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'inviter à la réflexion et de me rappeler l'histoire des grands lieux de culture de la Ville de Montpellier. Mais je pense quand même que la réflexion sur un Festival unique doit avoir lieu, pour la bonne et simple raison que la notoriété de certains festivals, sans nier leur histoire ancrée et le public attaché à ces manifestations... Mais la notoriété de certains grands festivals peut bénéficier à des disciplines moins connues et donc du coup avec une communication moins lisible pour des publics qui pourraient s'y intéresser. Je parle notamment des festivals qui sont d'ailleurs au Domaine d'O. Les Arts du Cirque. A des festivals pour enfants qui pourraient être englobés. Et on le sait : la compétence Culture, avec la baisse des dotations de l'Etat, a été... Alors je ne parle pas pour cette Métropole ; je sais que le budget de la Culture a été maintenu et c'est une excellente chose. Et vous l'avez signifié à plusieurs reprises. Mais la compétence culture est celle qui a fait l'objet de plus de baisses, finalement, des budgets des collectivités territoriales... Voilà, à cause de la crise et de la baisse des dotations de l'Etat. Donc imaginer un grand Festival unique, avec une communication hyper lisible sur l'ensemble du territoire métropolitain, ça peut être, ça peut être une voie. On parle d'économies. Mais on pourrait faire des économies avec ce Festival unique, sans remettre en cause la qualité et l'exigence artistiques de l'ensemble de ces festivals. Et évidemment, je suis d'accord avec vous, Monsieur le vice-Président, sans remettre en cause l'histoire de chaque entité.

### **Monsieur le Président**

Autant dire que si les choses se font ainsi, il faut les faire avec subtilité. Voilà. Et il faut surtout trouver *the right man at the right place*. Si nous sommes arrivés à booster le Cinemed, ce n'est pas parce qu'on a rajouté un million d'euros à la subvention. Nous avons rajouté 30 000 euros. C'est vrai que d'autres Métropoles, dans d'autres cas, auraient diminué. Mais nous, non seulement nous avons maintenu, mais nous avons rajouté 30 000 euros. Et nous avons rajouté un certain nombre de projecteurs numériques qui nous permettent d'assurer une meilleure diffusion des films dans les lieux que sont Rabelais et le Quorum. Mais ça, c'est de l'aide logistique. Mais c'est surtout parce que, à la tête du Festival, je n'ai pas souhaité qu'Henri Talvat lâche prise : mais j'ai souhaité faire les choses en douceur et conserver Henri Talvat Président d'Honneur du Festival. Et je savais qu'en présentant Aurélie Filippetti comme Présidente, Henri accepterait et travaillerait avec elle, ce qui s'est produit. Et en validant la candidature de Christophe Leparc à la Direction du Festival, ce qui nous a permis d'avoir accès à un réseau d'acteurs qui désormais viennent à Montpellier. Si Aurélie Filippetti est aussi pertinente dans son rôle, c'est parce qu'elle a déjà présidé plusieurs festivals, notamment le Festival de Marseille pendant cinq ans, sur le Festival des Documentaires. Elle connaît très bien le Cinéma et pour nous, c'est une chance qu'elle ait dit oui. Et pourquoi a-t-elle dit oui ? Parce que lorsqu'elle était Ministre de la Culture, au tout début de mon mandat, j'ai toujours eu, avec elle, une relation personnelle extrêmement, je dirais, respectueuse et constructive. Depuis la FIAC à Paris, que j'avais inaugurée avec elle et dans laquelle les élus ne se précipitaient pas à sa suite.

Parce que j'étais le seul élu. Et je n'étais pas de Paris. J'étais de Montpellier. Je lui ai demandé l'autorisation d'inaugurer la FIAC avec elle : elle m'a autorisé à le faire et donc j'ai eu l'occasion d'échanger. Et ensuite, nous avons noué un dialogue téléphonique rituel, chaque dix jours, où elle me demandait des nouvelles des équipements culturels de Montpellier. Et elle se mettait à ma disposition pour me conseiller, pour m'aider, pour me donner les bonnes entrées dans les Ministères. Et donc je la remercie. Et lorsqu'elle n'a plus été Ministre, seulement Députée de la Moselle, de Metz, je l'ai appelée pour le lui proposer : elle m'a dit oui tout de suite. Et si aujourd'hui nous avons les noms que je viens de citer, c'est parce qu'il y a quelque chose qui se passe au Cinemed cette année. Isabelle Adjani, jamais, ne serait venue à Montpellier s'il n'y avait pas les conditions favorables qui puissent lui permettre de venir présenter son film Carole Matthieu. Plusieurs fois, elle a été annoncée et plusieurs fois elle n'est pas venue.

### **Bernard TRAVIER**

J'ajoute, Monsieur le Président, que Madame Filippetti est une très bonne personne. Je ne vous cache pas que je l'ai vue arriver avec inquiétude : il n'y a aucun problème avec elle, ni avec les gens du Cinéma, ni avec les élus. Elle est parfaitement courtoise, d'une très grande simplicité et très disponible. Si on lui demande quelque chose, elle répond toujours, et très gentiment en plus. Donc je tiens à le dire.

### **Monsieur le Président**

Voilà. En tout cas, c'est une formidable aventure, Cinemed. Et je vais donner un scoop aux journalistes valeureux qui ont bravé la nuit pour rester avec nous.

### **Monsieur le Président**

Je proposerai que l'an prochain, le pays invité pour le Cinemed - je le proposerai à Aurélie, je le proposerai à Christophe Leparc - soit l'Algérie. Voilà.

Je mets aux voix l'affaire du théâtre du Hangar. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N°59 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS SPECIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 59, attribution de subvention, fonds spécial sport, convention d'attribution, autorisation de signature ; 7 000 euros. Monsieur Meissonnier.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, avant de vous rapporter ce point, je voulais vous donner une information, et non des moindres. Lors du dernier Conseil de Métropole, nous avons honoré, en lui remettant la médaille de la ville, Harold Boisset. Nous l'avons décoré de la médaille de la ville et Harold Boisset fait partie du centre équestre municipal de Grammont depuis qu'il est tout petit. Il a remporté dimanche dernier le grand prix CSI d'Oliva dans le Sud de l'Espagne. Sur 15 épreuves auxquelles il a participé, il a été classé 13 fois. Il est monté 11 fois sur le podium, dont 7 fois en tant que premier avec sa fidèle Quolita Z. Il porte donc les couleurs de la ville et de la Métropole fièrement. Donc on lui tire notre chapeau. On le félicite.

Nous passons donc au point d'attribution de subventions au fonds spécial sport. Je propose premièrement 3 000 euros pour l'organisation des championnats de France de horse-ball. Donc c'est le horse-ball féminin de Montpellier, qui se déroule à Saint Georges d'Orques. C'est une organisation en quatre étapes du championnat de France. En deuxième point, 1500 euros pour accompagner l'organisation de la finale du trophée des vaches cocardières qui s'est déroulé à Pérols. Et ensuite 1500 euros pour accompagner le développement d'une filière de formation au sein du Volley-ball Club de Castries, qui regroupe pas mal d'adhérents de plusieurs communes. Et 1000 euros pour accompagner le développement d'une section haut niveau de BMX au sein de l'association Aptitudes à Montpellier. Voilà pour le fonds spécial sport et les subventions.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meissonnier. Monsieur Pastor.

**Gilbert PASTOR**

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, je voudrais vous remercier pour l'attribution de cette subvention au Volley-ball Club du canton de Castries qui a pratiqué l'intercommunalité depuis longtemps puisque c'est l'un des plus vieux clubs intercommunaux, et qui s'entraîne d'ailleurs dans divers établissements, divers parcs et diverses possibilités du canton de Castries. Merci pour eux. Ce sont des gens extrêmement sérieux et très bien.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Maire. Monsieur Meissonnier, je vous fais une proposition. Maintenant que Monsieur Dudieuzère m'a appris à monter les chevaux de Camargue, nous pourrions faire une partie de horse-ball dans les jardins du château de Castries.

**Gilles PASTOR**

Pas de problème.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 59. Contre. Abstention. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N°60 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RESEAU DES PISCINES - REHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - VALIDATION DU PROGRAMME, DU BUDGET ET DU PLANNING - AUTORISATION DE LANCER LE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 60, réseau des piscines, réhabilitation du centre nautique Neptune, validation du programme.

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Oui, tout à fait Monsieur le Président. Donc il s'agit là du budget et du planning. Donc il s'agit de l'autorisation de lancer le concours de maîtrise d'œuvre et, premièrement, l'approbation du programme des travaux. Je rappelle qu'il s'agit de la création d'un nouveau bâtiment pour abriter le hall d'accueil, les vestiaires publics et groupes ainsi que des locaux annexes et un bassin d'initiation supplémentaire pour mieux répondre aux besoins du quartier, notamment en termes d'apprentissage de la natation, du réaménagement des bâtiments existants, de l'extension et de l'aménagement des plages extérieures, des aménagements de voirie et de parking qui sont nécessaires bien sûr, de l'amélioration du traitement de l'eau et de l'air ainsi que la chaufferie, la mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Je demande la validation de l'enveloppe financière. Il s'agit de l'enveloppe financière prévisionnelle globale de la réhabilitation qui est évaluée à 12 083 000 euros hors taxes à la valeur d'octobre 2016, dont 10 060 000 liés aux travaux et 10 000 euros concernant l'acquisition foncière. Le planning de l'opération fourni en annexe permet d'envisager une livraison prévisionnelle de l'équipement, remis à niveau, à la mi-septembre 2020.

Lancement du concours de maîtrise d'œuvre : lancement d'une procédure de concours restreint, conformément aux articles du 25 mars 2016. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre avec les missions complémentaires d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux et de coordination en matière de systèmes de sécurité incendie. Donc il y aura un jury qui sera composé des membres élus de la commission d'appel d'offres et des personnes indépendantes désignées ultérieurement par arrêté du Président. A l'issue de l'examen des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse. Pour cela ils seront dédommagés à hauteur de 60 000 euros. Alors je voudrais ajouter un petit complément pour certains esprits chagrins. Il ne s'agit pas d'enlever au public tout un espace, bien au contraire. On peut comprendre que 49 % de ces travaux et de ces réaménagements sur la piscine Neptune concerneront l'amélioration des conditions d'accueil du public, 40 % l'amélioration des conditions d'accueil des scolaires et des associations sportives, 5 % pour l'accueil du haut niveau et 6 % concernant les locaux annexes. Donc vous voyez que 95 % de l'enveloppe globale des travaux envisagés dans cette réhabilitation permettront surtout d'accueillir le public et les scolaires, notamment du quartier, qui en ont bien besoin puisqu'ils se déplacent souvent en bus sur la piscine Amphitrite et Poséidon. Donc là on répond à un réel besoin du quartier de la Mosson. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meissonnier. Monsieur Abert m'a demandé la parole. Qui souhaite intervenir ? Madame Bouallaga. Alors Madame Bouallaga puis Monsieur Abert.

### **Sabria BOUALLAGA**

Moi vous êtes mon maire donc du coup, je ne sais pas ce que vaut ma parole puisque vous avez fait tout-à-l'heure la réflexion à Monsieur Petit.

**Monsieur le Président**

Ca n'a rien à voir. Vous avez une situation très particulière dans ce conseil.

**Sabria BOUALLAGA**

Si ce n'est qu'ici je m'exprime librement et que la presse est là aussi pour m'écouter. Alors avec le petit mandat que j'ai et que j'exerce, je vous interpelle, vous questionne autant que je le peux. J'aimerais vous citer d'ailleurs Albert Camus qui dit que la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité mais la protection de la minorité. Et j'espère que justement vous allez y veiller. Mais ne « mélenchons » pas tout puisque vous avez fait honneur à Mélenchon ce soir. Donc ne « mélenchons » pas tout et revenons à nos moutons.

Donc nous avons demandé plus de précision concernant cette affaire au précédent conseil et en commission également. Malgré tout, il subsiste encore des petites zones d'ombre dans l'affaire voté au conseil précédemment. Le terme olympique était omniprésent. Aujourd'hui nous constatons sur cette affaire que le coût n'est plus de 18 millions d'euros mais de 12 millions d'euros. Alors nous pouvons penser peut-être que le coût sera revu à la baisse. C'est une question. Et on pourrait se demander également quel sera le véritable coût final. Ces 6 millions d'euros d'écart correspond bien sûr, je pense, au bassin de 50 mètres. C'est encore une question. Il serait quand même aussi intéressant de connaître le coût de l'utilisation par les sportifs de haut niveau, et surtout le coût supporté par les collectivités dans le cas où Monsieur Philippe Lucas viendrait avec ses nageuses. Enfin, nous avons, Monsieur Petit et moi-même, consulté les annexes disponibles sur demande concernant l'élaboration de ce projet qui est en effet bel et bien avancé. Effectivement Monsieur le Président je ne vais pas vous contredire, c'est un très très beau projet. Pour l'avoir consulté avec Monsieur Petit, on s'est rendu compte de l'ampleur de ce projet dans les détails. Nous pouvons être satisfaits de cela. Et je pense que les futurs utilisateurs le seront aussi. Et je pense quand même qu'il est regrettable d'ailleurs que ces documents qui détaillent parfaitement le projet ne soient pas disponibles de façon dématérialisée parce que quand même ils comportent un gros dossier. Donc force est de constater que le distribuer à l'ensemble des élus, ça représenterait un gaspillage important. Mais du coup, la manière dématérialisée reste une solution qui me semble tout à fait écologique et du coup, on aurait eu une vision tout à fait plus globale, très intéressante et vu comment ce projet a été étudié et pensé pour les habitants mais pas que. Malgré cela, Monsieur le Président, il reste certaines précisions, en tout cas dans l'affaire que nous votons aujourd'hui, et hélas, sur le montant et le coût final, sur le fonctionnement de l'une de ses utilisations notamment. Et c'est pourquoi le groupe Libres et Humanistes s'abstiendra comme la dernière fois.

**Monsieur le Président**

Vous allez vous abstenir sur la piscine de la Mosson.

**Sabria BOUALLAGA**

Non, non, non. Je vais réitérer mes propos en étant beaucoup plus précise. Nous ne nous abstenons pas sur le projet qui est très beau projet ambitieux puisque nous avons eu l'occasion de le consulter de façon, on va dire, administrative. Mais par contre, dans l'affaire que nous votons aujourd'hui, il n'est stipulé qu'il y a les 6 millions d'euros qui seront peut-être votés prochainement. Je ne sais pas. Peut-être qu'il y aura moins. Je n'en sais rien. Nous ne connaissons pas le coût du bassin olympique. Moi je parle de ça. C'est vraiment dommage que vous n'ayez pas fait de PowerPoint que vous auriez présenté ici en Métropole. Là on aurait vraiment eu une idée architecturale du projet. Ca ne va peut-être rien changé car ma parole ne vaut peut-être pas grand-chose. Je ne suis pas Maire moi.

**Monsieur le Président**

Ca viendra.

**Sabria BOUALLAGA**

Non, ce n'est pas dans mes objectifs.

**Monsieur le Président**

Ca viendra. Vous pensez que je suis arrivé Maire comme ça, par hasard. Ca fait 20 ans que je travaille.

**Sabria BOUALLAGA**

Je ne suis pas aussi ambitieuse que vous. Un mandat d'adjointe me suffit largement.

**Monsieur le Président**

Madame Bouallaga, il faut travailler longtemps, longtemps, longtemps, gagner des élections, en perdre, aller au charbon et un jour, peut-être, vous l'êtes, ou pas.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Sabria, si je peux me permettre, il s'agit là de lancer la maîtrise d'œuvre. Après je veux dire il y a toute une évolution, toute une réflexion participative. Quoi qu'il en soit là je pense que...

**Sabria BOUALLAGA**

On lance une maîtrise d'œuvre sur une moitié d'affaire. Soit on lance une maîtrise d'œuvre sur l'ensemble d'un dossier. La première affaire était beaucoup plus cohérente puisqu'elle présentait les 18 millions d'euros.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Les 5 millions d'euros de delta feront l'objet d'une autre délibération pour un bassin extérieur. Là aujourd'hui, c'est pour aller dans le sens de l'intérêt général.

**Monsieur le Président**

Moi c'est pour vous que je le dis, ne vous abstenez pas.

**Sabria BOUALLAGA**

Mais ça changera quoi ? Ma voix ne compte pas.

**Monsieur le Président**

Vous ne pouvez pas vous abstenir là-dessus.

**Sabria BOUALLAGA**

Mais ma voix ne compte pas pour vous.

**Monsieur le Président**

Soyons sérieux. Vous ne pouvez pas vous abstenir sur cette affaire. C'est une faute politique.

**Sabria BOUALLAGA**

Ah bon.

**Monsieur le Président**

Ne la faites pas. Vous voyez, je vous conseille, comme si vous étiez encore dans ma majorité.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous auriez dû me conseiller avant, quand j'étais dans la majorité.

**Monsieur le Président**

Je l'ai fait. Je vous en ai proposé des choses. Je vous en ai proposé des candidatures.

**Sabria BOUALLAGA**

C'est vrai.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Sabria, si je peux me permettre, je reviens sur ce que dit le Président. S'abstenir sur ce vote-là serait une grosse erreur parce qu'il s'agit de l'intérêt des populations, notamment de l'intérêt des enfants de ce quartier de la Mosson, puisqu'on ne parle pas là du bassin extérieur qui peut te poser problème. Deuxièmement, on avait parlé aussi de ce coût qui paraissait assez élevé. En fait là les entreprises doivent répondre, je dirai, sur des travaux qu'elles seront censées faire en ayant une utilisation en même temps de la piscine par le public. Donc ce n'est pas toutes les entreprises qui peuvent répondre et surtout, permettre de ne pas fermer cette piscine pendant deux ans et permettre son utilisation même si elle est à minima, je pense que c'est indispensable, d'où l'intérêt d'une telle démarche et d'un vote que je souhaite à l'unanimité. Merci.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Pour aller dans le sens de ce qu'a dit Sabria Bouallaga, ce n'est pas contre le projet, ce n'est pas contre la réhabilitation de la piscine existante mais il existe quand même, vous l'admettez, un flou sur le projet global et final de cette piscine. Bien entendu que s'il s'agit juste d'une réhabilitation avec le pourcentage que le Vice-Président a annoncé, nous sommes pour. Pas de souci. Aucune ambiguïté. En revanche, on a l'impression que c'est divisé en plusieurs tranches. Et en fonction des discussions qu'on a déjà eues lors du précédent conseil, on a l'impression quand même que vous allez nous faire voter très rapidement la suite. Donc on reste vigilant, comme on vous l'a dit, mais aussi parce que là on s'est rendu compte qu'en un mois, vous avez réussi à lancer les études et à les faire. La dernière fois il s'agissait de lancer les études. Aujourd'hui on dit que les études ont permis de lancer la mise en œuvre. Donc excusez-nous mais on est quand même un peu étonné de la rapidité avec laquelle cette étude-là s'est faite alors que d'habitude, ça prend des années.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, si je peux permettre...

**Monsieur le Président**

Allez-y Monsieur Meissonnier, puis je tenterai une dernière mission. Mais ça va être difficile.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Je vais rappeler quand même qu'il y a des personnels qui sont en attente d'une réactivité d'intervention sur des travaux nécessaires depuis de nombreuses années : la sécurité. Samedi 9



juillet 2016, agression d'un agent de sécurité et de gardiennage au moment de l'évacuation des bassins. Tout au long du mois de juillet, les agents ont rencontré des difficultés avec le public, principalement au moment de l'évacuation des bassins. Jeudi 28 juillet, quatre maîtres-nageurs de la Métropole ont été agressés physiquement. Je peux faire la liste. Donc au bout d'un moment ce soir j'entends bien qu'il y ait un vote, je dirais à l'unanimité, parce que là, il y a des personnels qui sont en jeu. Et je crois Anne, que les personnels te sensibilisent tout autant que nous ici. Donc je pense que là-dessus, il ne faut pas hésiter. Après, que tu ne votes pas sur les prochaines délibérations, je peux le comprendre. Mais là, c'est l'intérêt général et l'intérêt des personnels de la Métropole qui font un travail remarquable dans les piscines malgré les difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Voilà. Je tenais à le dire.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meissonnier. Simplement. Non mais écoutez-moi. Vous êtes trois dans le groupe. Vous êtes trois dans le groupe. Vous n'êtes pas obligés tout le temps de voter pareil. Ne réagissez pas comme un parti politique. Faites-moi plaisir. Gagnez votre part de liberté, surtout sur ce projet. Qu'est-ce qu'il connaît à La Paillade, Monsieur Petit ? Vous pouvez me l'expliquer ? Il ne sait même pas où c'est, Neptune. Il ne sait même pas où c'est. Et Madame Brissaud, elle sait où c'est, Neptune ? Elle est allée se baigner dans Neptune ? Vous êtes allés déjà vous baigner dans la piscine ? Vous, vous connaissez Madame Bouallaga, mais eux, ils ne connaissent pas. Alors, franchement, n'écoutez pas ce que vous racontent... N'écoutez pas les serpents. Agissez par vous-mêmes, en toute liberté.

**Anne BRISSAUD**

Mais vous accusez les gens de choses qui sont absurdes.

**Monsieur le Président**

Mais vous nagez où alors, vous ?

**Anne BRISSAUD**

Je ne nage plus, mais quand je nageais, j'ai fait plusieurs piscines parce que je faisais de l'entraînement. Et la piscine principalement dans laquelle je nageais, c'était la Chamberte. Je ne sais pas quelles idées vous aviez de mon activité sportive, mais avec mon grand-père, on s'entraînait à Neptune, oui.

**Monsieur le Président**

Mais Madame, c'est tout à fait honorable.

**Anne BRISSAUD**

Donc je suis désolée, mais je connais bien cette piscine.

**Monsieur le Président**

Votre réponse est tout à fait honorable, moi je ne juge pas des endroits où vous nagez, je vous demande où vous nagez.

**Anne BRISSAUD**

Ne prétendez pas des choses qui sont fausses comme ça.

**Monsieur le Président**

Parce que celle de La Paillade, vous n'y nagez pas.

**Anne BRISSAUD**

Oui, mais c'est des stéréotypes alors.

**Monsieur le Président**

Vous n'y nagez pas à Neptune.

**Anne BRISSAUD**

Donc il n'y a que des gens de La Paillade qui vont à La Paillade, c'est ce que vous êtes en train de dire ?

**Monsieur le Président**

Vous ne nagez pas à Neptune.

**Anne BRISSAUD**

Je ne nage plus, mais j'ai beaucoup nagé.

**Monsieur le Président**

A Neptune ?

**Anne BRISSAUD**

Je ne nage plus à Neptune, mais j'ai beaucoup nagé, à Neptune y compris, oui. Parce qu'on s'entraînait à Neptune avec mon grand-père, qui était Président d'un club de plongée.

**Monsieur le Président**

Dans le grand bassin ?

**Anne BRISSAUD**

On faisait des compétitions de plongée. Vous pouvez vous renseigner, avec le Club de la mer exactement.

**Monsieur le Président**

Bon alors vous savez où c'est. C'est bien.

**Anne BRISSAUD**

Mais bien sûr, mais bon, vous voyez, vous prétendez des choses quand même sans savoir, c'est étonnant comme façon de faire.

**Monsieur le Président**

Bon alors écoutez, abstenez-vous. Abstenez-vous. Non mais attendez, on va finir la discussion Madame Bouallaga. On va faire voter, allez, pour voir. On va faire voter. Qui est contre ? Qui est contre 14,5 millions d'euros à Neptune ? Qui s'abstient ? Et voilà. Adopté à l'unanimité. Merci.

Vous pouvez remercier Monsieur le Vice-Président. Monsieur Meissonnier, merci de votre aide. Oui, une explication de vote, allez-y !

**Sabria BOUALLAGA**

Un mot. On ne s'est pas abstenus, ok, voyez-le comme vous voulez, peu importe.

**Monsieur le Président**

Mais c'est très bien.

**Sabria BOUALLAGA**

On est là pour en débattre justement. Mais si on devait parler de qui fréquente la piscine de La Paillade, faisons-le à main levée. On va voir qui s'est qui nage ici à La Paillade, il n'y en a pas beaucoup.

**Monsieur le Président**

C'est sûr. C'est sûr.

**Sabria BOUALLAGA**

Donc, on ne va pas rentrer dans ce détail.

**Monsieur le Président**

Moi j'ai peur de l'eau déjà.

**Sabria BOUALLAGA**

Ça en fait des choses : la bio, l'eau... Le fait de s'occuper d'une thématique en politique, ce n'est pas parce qu'on vient des quartiers qu'on doit s'occuper des quartiers.

**Monsieur le Président**

C'est sûr.

**Sabria BOUALLAGA**

Ça ne veut rien dire du tout. Maintenant, quand Monsieur Meissonnier vous parlez des agressions, pour moi vous vous égarez. Là n'est pas le sujet.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Ah mais si.

**Sabria BOUALLAGA**

Moi, je suis allée me baigner à la piscine du Pic Saint Loup tout l'été, et les agressions, elles y étaient toujours. Après, c'est la façon dont on va mener la politique de cette piscine.

**Monsieur le Président**

C'est où, ça, la piscine du Pic Saint Loup ?

**Sabria BOUALLAGA**

Vers Saint-Martin-de-Londres. Parce que, justement, la piscine de La Paillade était fermée.

**Monsieur le Président**

Saint-Martin-de-Londres ?

**Sabria BOUALLAGA**

A côté, oui.

Non, elle n'a jamais été fermée. Peu importe.

**Monsieur le Président**

Non, mais à Saint-Martin-de-Londres, il n'y a pas de piscine. Non parce que vous me dites Saint-Martin-de-Londres, moi je vois bien l'abreuvoir qu'il y a au centre qui sert de fontaine, mais je ne vois pas la piscine, à Saint-Martin-de-Londres. Excusez-moi !

**Sabria BOUALLAGA**

Non, ce n'est pas l'abreuvoir.

**Monsieur le Président**

A Saint-Clément-de-Rivière, il est.

**Sabria BOUALLAGA**

Non, après.

**Monsieur le Président**

Saint-Mathieu-de-Trévières alors.

**Sabria BOUALLAGA**

Voilà ! Saint-Mathieu-de-Trévières. Peu importe. Ce n'est pas ce que je veux dire.

**Monsieur le Président**

Non mais c'est important.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Ce n'est pas le lac de Cécélès ?

**Monsieur le Président**

C'est le canton des Matelles.

**Sabria BOUALLAGA**

Les incivilités auront lieu... Elles peuvent avoir lieu partout. C'est juste ça que je veux dire.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Sauf que Sabria, on s'occupe de nous, ici, dans notre Métropole.

**Sabria BOUALLAGA**

Laisse-moi finir. Et c'est la politique qu'on va mener au sein de cette structure qui va pouvoir amener vers une gestion douce ou pas. C'est tout. Peu importe où elle est la piscine. On s'en fiche. Maintenant, aujourd'hui, on va dire que vous êtes content parce que vous avez gagné, parce qu'on ne s'est pas abstenu. Si, si, avec votre petit sourire narquois, là.

**Monsieur le Président**

Mais non.

**Sabria BOUALLAGA**

Je vous ai vu !

**Monsieur le Président**

Mais non ! Je n'ai pas gagné. C'est vous qui avez gagné.

**Sabria BOUALLAGA**

Alors là, c'est encore plus malin.

**Monsieur le Président**

Mais vous ne pouvez pas voter dans votre intérêt politique. Parce que là, dans le groupe où vous êtes, vous faites le grand écart. Tout à l'heure, vous avez parlé des écolos. Vous êtes avec Monsieur Petit et Madame Brissaud qui sont divers droite. Vous faites un grand écart de folie. En plus vous êtes socialiste, vous.

**Sabria BOUALLAGA**

Moi, je suis socialiste ?

**Monsieur le Président**

Oui, vous étiez membre de la section de Monsieur Vezinhet.

**Sabria BOUALLAGA**

Le Parti Socialiste est mort aujourd'hui. Je ne sais plus ce que ça veut dire « être socialiste ».

**Monsieur le Président**

Vous faites un grand écart permanent. Cela doit être compliqué, même à trois, de faire le grand écart.

Bon allez, tout le monde est content, on a tous voté. C'est bien.

Je passe à l'affaire suivante. Affaire n° 59 : Sports et traditions sportives.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

On l'a fait.

**Monsieur le Président**

61, Eau potable, on passe à Monsieur Revol.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 61 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE - CONVENTION DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT AVEC LE BRGM - AMELIORATION DES CONNAISSANCES DE LA SOURCE DU LEZ PREALABLEMENT A LA REVISION DE LA DUP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

René Revol, Vice-Président chargé de la politique de l'eau et de l'assainissement, Président de la Régie publique.

**René REVOL**

Voilà, quelques mots sur cette première délibération, et puis sur les autres délibérations, je répondrai éventuellement à vos questions.

Il s'agit de la continuité de l'étude qui vous a été présentée il y a un an et demi, qui nous a permis, après plusieurs années, d'avoir une connaissance assez approfondie de la réserve aquifère du Lez – encore une histoire d'eau. Cette connaissance approfondie nous permet aujourd'hui d'engager une nouvelle étude pour voir quels seront les effets des modifications de pompage, de l'augmentation de pompage dans cette réserve, pour voir comment cette réserve aquifère se comporte. Il s'agit donc de faire, avec le BRGM, une étude sur la base de ces essais. Il s'agit également de voir comment évolue la réserve avec le débit réservé qui vient d'être introduit depuis un an sur le Lez, à 70 litres/seconde, et de voir comment peut évoluer cette réserve pour aller à terme sur un débit réservé de 230 litres/seconde. Donc, cette étude est importante. Il y a aussi un autre volet dans cette étude. C'est que lorsque nous avons fait des modèles sur le fonctionnement de cette magnifique réserve d'eau, avec les hypothèses de changement climatique, nous étions arrivés à la conclusion que cette réserve d'eau se modifiait finalement assez faiblement sous les effets de ce changement climatique. Or les scénarios qui ont été retenus, c'était ceux que le GIEC, le Groupe International des Experts sur le Climat, avait formulés en 2007. Or il se trouve que depuis 2007, le réchauffement climatique s'est aggravé et que le récent rapport du GIEC nous donne d'autres scénarios. Donc, nous n'allons pas faire la politique de l'autruche. Nous allons appliquer ces nouveaux scénarios et refaire les modèles hydrauliques en fonction de ces nouveaux scénarios. Car, comme on a pu le dire, y compris ce matin, nous sommes tous très fiers de cette réserve aquifère commune, qui nous permet d'avoir de l'eau naturelle en abondance aujourd'hui. Mais c'est un trésor pour nous qu'il s'agit de préserver, avec la collectivité voisine, et de faire qu'il ne suffise pas, et donc nous devons anticiper quels seront les effets à l'horizon 2030, 2050, du changement climatique sur cette réserve.

Voilà l'objet de cette première délibération.

**Monsieur le Président**

Merci René. Qui demande la parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 62 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROJET COLLABORATIF DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - OBSERVATOIRE DE L'OCCUPATION DES SOLS ET DES RISQUES LIES A L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES - APPLICATION LOCALE TEST A L'AIRE D'ALIMENTATION DE LA SOURCE DU LEZ - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC ENVILYS DEV - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de René Revol ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 63 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - REGIE DE L'EAU BRUTE - OPERATIONS D'AFFECTATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF - DOTATION INITIALE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à René Revol ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 64 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AVENUE DE LA POMPIGNANE - MARCHE DE TRAVAUX N° 3402EA13 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 65 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AMONT - MARCHE N° 1459 DE MAITRISE D'ŒUVRE - AVENANT N° 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 66 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - CIVIGAZ - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, GRDF ET FACE HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est Madame Lloret qui nous présente cette affaire, en sachant que Madame Hart ne prendra part ni au débat ni au vote.

**Eliane LLORET**

Monsieur le Président, chers collègues, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans un processus de baisse de production de gaz à effet de serre et de transition énergétique l'a conduite à travailler sur des enjeux de consommation d'énergie sur le territoire, et en particulier sur l'habitat existant, comme l'indiquait d'ailleurs le plan Climat et Energie territoriale adopté en février 2014. Il s'agit, en agissant sur l'habitat existant et auprès des populations les plus fragiles, de traiter la précarité énergétique, dont on sait qu'elle s'accroît à chaque augmentation des coûts de l'énergie. Par ailleurs, la valorisation des déchets triés et leur recyclage, de même que la récente politique de prévention des déchets, visent à réduire les gaz à effet de serre produits par l'activité humaine.

Enfin, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, de politique de la ville et d'insertion par l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, aux côtés de l'Etat, autour du Projet de Développement pour l'Emploi métropolitain, le PODEM, dont on a parlé tout à l'heure, dont un des axes consiste à favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en lien avec la Mission locale de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer au dispositif CIVIGAZ proposé par GRDF et FACE Hérault, qui s'inscrit pleinement dans le Programme national de Service civique pour la Transition énergétique, le Climat et la Biodiversité, lancé le 24 février dernier par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

L'objectif de CIVIGAZ est de sensibiliser sur la Métropole 1 300 ménages à la maîtrise de l'énergie, au tri des déchets et à la sécurité des installations de gaz. Au total, 500 logements sont concernés dans le parc privé des quartiers prioritaires, et 800 logements sociaux dans les quartiers hors quartiers prioritaires. Il s'agira donc là de recruter huit volontaires Service civique habitant le territoire de la Métropole, et pour 50 % d'entre eux des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, et ce, pour une durée de sept mois. La première session devrait débiter d'ici à la fin de l'année et pourra être renouvelée. Il s'agit donc là de voter sur cette délibération pour le recrutement de ces huit volontaires, qui se fera par l'intermédiaire de FACE Hérault, en articulation avec la Mission locale des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, leur formation par FACE Hérault aussi, avec le concours de la Métropole sur la maîtrise de l'énergie et sur le tri des déchets, l'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention par la Métropole, la prise en charge financière aussi par GRDF sur un montant de 55 % du coût du service civique, et la prise en charge financière par la Métropole des déplacements simplement sur le réseau de transport en commun des volontaires à concurrence de 1 568 euros. Voilà, il est donc proposé de voter cette convention entre la Métropole, GRDF et FACE Hérault.

#### **Monsieur le Président**

Merci Eliane. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

#### **AFFAIRE N° 67 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY ET DEPLACEMENT - MARCHE DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE POUR LA REALISATION DE L'EXTENSION DE LA 1ERE LIGNE DE TRAMWAY VERS LA NOUVELLE GARE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

#### **Monsieur le Président**

Vous savez que, dans le cadre des accords qu'on doit signer pour le Contrat de plan Etat/Région, la Région a consenti à nous aider sur trois lignes de Tram, les études de la 5, la participation de 4 millions d'euros à la 4 et 3,5 millions sur l'extension de la ligne 1 jusqu'à la gare de la Mogère, tout cela pour un montant de 11 millions. Ce que nous vous proposons de lancer, c'est le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de cette extension de la première ligne, mais il est bien évidemment que nous coordonnerons la construction de l'extension de la ligne à la mise en service de la gare de la Mogère. Parce que si on ne faisait pas cela, non seulement on pourrait s'exposer au risque de créer une gare fantôme, mais en plus, pour être desservie par un tramway, c'est de la folie. Donc on lance l'opération, mais on l'intègre dans l'agenda qui dépend essentiellement de la création de la gare de la Mogère, donc de la création de la gare de Manduel, le tout pour 1 620 844 euros. Et Mesdames Miralles, Dasylyva, Messieurs El Kandoussi, Cousquer,



Rico et Savy ne prennent pas part au vote. Ces affaires aux transports ont fait l'objet d'un vote unanime de la commission.

Oui, Monsieur Rouilleault.

**Henry ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, je voterai bien sûr cette délibération, comme en commission. Je voulais simplement faire une proposition qui serait que, comme le chantier de la gare de la Mogère avance de façon très rapide, est-ce qu'il n'est pas possible d'envisager qu'il y ait une visite pour les conseillers communautaires qui le souhaitent et pour les membres de la commission transports, est-ce qu'il n'est pas possible que vous organisiez, bien sûr en lien avec la SNCF, une visite du chantier ?

**Monsieur le Président**

C'est une très bonne idée Monsieur Rouilleault. On va prendre la date. Vous avez votre agenda ? C'est une très bonne idée. On est plus fort à 92 cerveaux qu'à un seul. C'est normal. C'est la loi de l'humanité, ça. Attendez, parce qu'il ne faut pas que ce soit trop loin, sinon la gare sera finie. Je vous propose le 7 décembre après-midi. Le 7 décembre à 15 heures. Le 7. Gare de la Mogère. 15 heures. Très bonne idée.

Je mets aux voix si personne ne demande la parole. L'affaire 67. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N° 68 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION D'EXPLOITATION ET DE CORRECTION DES DONNEES DU FICHIER NATIONAL DES ACCIDENTS CORPORELS DE LA CIRCULATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est l'Etat qui demande aux collectivités de faire le bilan des accidents liés aux transports. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 69 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY DEUXIEME LIGNE - AVENANT N°9 AU MARCHE DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE N° 379T0 POUR L'ETUDE ET LA REALISATION DE LA DEUXIEME LIGNE DE TRAMWAY - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est l'autorisation de signature pour un montant de 31 200 euros, avec Mesdames Dasylya, Miralles, Messieurs El Kandoussi, Cousquer, Rico et Savy qui ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**AFFAIRE N° 70 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - STRATEGIE DE COMMANDE PUBLIQUE PORTANT SUR LA VOIRIE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - TRAVAUX ET MAINTENANCE DE LA VOIRIE METROPOLITAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur Rabi Youssous.

**Rabi YOUSSEUS**

Merci Président. Il vous est proposé de conclure une convention de regroupement de commandes entre la Métropole et la ville de Montpellier afin de répondre aux besoins propres de chacune des collectivités. Pour la Ville, les besoins portent sur l'aménagement d'espaces publics non transférés à la Métropole. La Métropole sera coordinatrice de ce groupement organisé en cinq lots et aura la charge de la prestation du marché jusqu'à sa notification. La Ville et la Métropole auront chacune, pour ce qui la concerne, la responsabilité de l'exécution du marché.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires au Vice-Président Monsieur Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 71 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - STRATEGIE DE COMMANDE PUBLIQUE PORTANT SUR LA VOIRIE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES DE TRAVAUX ET DE MAINTENANCE DE LA VOIRIE METROPOLITAINE**

**Monsieur le Président**

Alors là, c'est une grosse affaire. Allez-y Monsieur Youssous.

**Rabi YOUSSEUS**

Alors la Métropole envisage de lancer une consultation qui lui permet de réaliser des travaux et d'assurer la maintenance des espaces publics métropolitains. Il est donc proposé un accord-cadre réalisé par émission de bons de commande comprenant 5 lots hors Montpellier, 4 lots sur la ville de Montpellier, et 1 lot technique de SVALS pour l'intégralité de la Métropole. Les 4 lots montpelliérains ainsi que le lot de la SVALS font l'objet de la convention d'un regroupement de commandes entre la Métropole et la ville de Montpellier évoqué dans l'affaire précédente.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 72 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, LAVERUNE, PRADES-LE-LEZ, SAINT GENIES DES MOURGUES, SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du Vice-Président Rabi Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - DEPLACEMENT A MADRID - ESPAGNE DU 03 AU 04 NOVEMBRE 2016 - PARTICIPATION A LA RENCONTRE DES VILLES POUR**

## **UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU (ENCUENTRO DE CIUDADES POR EL AGUA PUBLICA) – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

*Encantado Madrid*, c'est la phrase qu'a prononcée Zinedine Zidane quand il a joué au Real. LA première phrase. *Encantado Madrid* - enchanté Madrid. Eh bien, là, c'est *Encantado Madrid*. La parole est à René Revol.

### **René REVOL**

Madame le Maire de Madrid, Madame Carmena, élue en 2015, citoyenne sans appartenance politique, qui avait constitué une liste après avoir mené un combat comme magistrat contre le franquisme, puis contre les expulsions en pleine crise, a donc décidé d'engager sa collectivité dans le passage en régie publique pour la gestion de l'eau. Pour ce faire, elle convoque une conférence où seront présents les maires de Barcelone, de Valence, de Saragosse, de Pampelune, de la Corogne, de quelques autres villes, de Séville, aussi, pour organiser le débat à l'échelle nationale sur les modalités de gestion de l'eau et du contrôle de cette gestion sur un territoire qui est marqué par les effets du changement climatique. Et elle nous fait l'honneur d'inviter Montpellier Méditerranée Métropole à introduire cette conférence en précisant en quoi consiste notre expérience. Je pense que c'est une collaboration très utile et nous serons présents à Madrid pour participer à cette importante conférence.

### **Monsieur le Président**

Je serai avec vous par la pensée, Monsieur Revol. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION - ASSOCIATION FACE HERAULT - ACTIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION CADRE - SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Evidemment, Madame Clare Hart ne prend pas part au vote et ne participe pas aux débats. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

## **AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – COMPOSITION**

### **Monsieur le Président**

Ne partez pas, dernière affaire de l'ordre du jour. Je vais vous dire un truc tout à fait à la fin, qui va vous permettre de faire de beaux rêves. Il s'agit d'inscrire, dans les commissions, les candidatures de Monsieur Krzyzanski dans la commission Sécurité, et de Madame Salomon dans la commission Voirie Espaces publics. Je mets aux voix. Oui pardon, Monsieur Segura.

### **Noël SEGURA**

J'ai un élu qui souhaiterait rentrer dans cette commission.

**Monsieur le Président**

Il faut qu'il me fasse un courrier direct et on l'intégrera. Il n'y a pas de problème.

**Noël SEGURA**

D'accord. Merci.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Alors, en tant que Présidente du groupe Libre et Humaniste, je voudrais profiter de cette dernière question pour vous faire remarquer que, lorsqu'il y a discussion possible, et donc échange, vous avez pu constater que vos arguments nous ont permis de changer de position. Donc je vous félicite pour cette fois-ci pour avoir permis ce débat, Monsieur le Président. Ensuite, pour revenir à ce qui nous concerne, l'affaire 75, j'invite Monsieur Travier à étudier la composition de sa commission, la commission Culture. Il pourra ainsi constater que je n'y suis pas inscrite. En revanche, il y a aussi des représentants de notre groupe et, quand il m'accuse de ne pas être présente, je l'invite à ne plus m'attendre à ces commissions, à moins qu'il me demande aujourd'hui de m'y inscrire.

**Monsieur le Président**

Monsieur Travier, vous avez été mis en cause, vous pouvez répondre.

**Bernard TRAVIER**

Madame Brissaud, ce n'est pas le sujet. Vous vous êtes laissé aller dans la presse à des critiques globales sur le fonctionnement des commissions. Comme je préside la commission Culture, je me suis permis de dire que je ne vous y avais jamais vue, parce que cette commission était mise en cause dans son fonctionnement, alors que vous ne le saviez pas.

**Anne BRISSAUD**

Pas du tout.

**Bernard TRAVIER**

Vous n'êtes jamais venue. Stop. Vous l'avez écrit et c'est dans la presse.

**Monsieur le Président**

Bon, écoutez, ça avait bien commencé votre intervention, et ça a fini en catastrophe.

**Monsieur le Président**

Bon, écoutez, je mets aux voix l'affaire 75. Contre ? Abstentions ? Voilà.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur TRAVIER**

Nous n'irons pas nager ensemble.

**Monsieur le Président**

Allez-y. Je vais vous dire quelque chose qui va vous permettre de passer une bonne nuit. Dans la province de Kaluga, il existe une ville, Obninsk, difficile à dire, Obninsk. C'est le plus grand musée au monde sur l'espace. Je vous invite à méditer la convention de partenariat que nous avons contractée par l'esprit aujourd'hui, car voyez-vous, l'étoile de la Métropole est bien à sa place sur cette photo. Je vous souhaite une bonne soirée et merci de votre coopération.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*